



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

BENIN 2023



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité de la Balance des Paiements

**BALANCE DES PAIEMENTS ET
POSITION EXTERIEURE GLOBALE**

BENIN 2023

SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	5
AVANT-PROPOS.....	6
RESUME.....	8
INTRODUCTION.....	10
1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	12
1.1. Balance des biens.....	13
1.2. Balance des services.....	22
1.3. Compte de revenu primaire.....	25
1.4. Compte de revenu secondaire.....	26
2. COMPTE DE CAPITAL.....	27
3. COMPTE FINANCIER.....	28
3.1. Investissements directs.....	28
3.2. Investissements de portefeuille.....	29
3.3. Autres investissements.....	29
4. CAPITAUX MONETAIRES.....	30
4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	30
4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts.....	31
4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires.....	31
5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	32
5.1. Variation de la Position Extérieure Globale.....	33
5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale.....	33
6. DETTE EXTERIEURE BRUTE TOTALE.....	34
6.1. Encours de la dette extérieure brute totale.....	34
6.2. Composition de la dette extérieure brute totale.....	35
CONCLUSION.....	37
ANNEXES.....	40
Annexe 1 : Balance des Paiements 2023 (optique BCEAO).....	41
Annexe 2 : Balance des paiements 2023 en termes de transactions (Présentation standard).....	43
Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2023.....	54
Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets).....	59
Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2023.....	61
Annexe 6 : Evolution des exportations en 2023.....	64
Annexe 7 : Evolution des importations en 2023.....	67
Annexe 8 : Ventilation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2023.....	69
Annexe 9 : Composition de la dette extérieure brute totale du Bénin.....	70

LISTE DES ENCADRES, GRAPHIQUES ET TABLEAUX

ENCADRES

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6.....	7
Encadré 2 : Prise en compte des résultats du rebasage des comptes nationaux.....	15
Encadré 3 : Mesures mises en œuvre par la BCEAO pour assurer le rapatriement par les sociétés de l'intégralité des recettes d'exportation.....	19
Encadré 4 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB.....	24
Encadré 5 : Principales initiatives publiques en rapport avec les recommandations des rapports antérieurs.....	39
Encadré 6 : Conséquences de la crise entre le Niger et le Bénin sur les échanges extérieurs.....	63

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel au Bénin entre 2013 et 2023.....	11
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2013 et 2023.....	13
Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2013 et 2023.....	13
Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2022 et en 2023.....	16
Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2015-2016.....	16
Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde entre 2015 et 2023.....	17
Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2022 et en 2023.....	18
Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2022 et en 2023.....	20
Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2022 et en 2023.....	21
Graphique 10 : Ventilation géographique de la PEG en 2023.....	33
Graphique 11 : Poids de l'Administration publique dans la dette extérieure brute totale du Bénin....	36

TABLEAUX

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO).....	9
Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes.....	12
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale.....	14
Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2019 à 2023.....	14
Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2019 à 2023.....	20
Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes de 2019 à 2023....	
23	
Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2019 à 2023.....	23
Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2018 à 2022.....	24
Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2019 à 2023.....	24
Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2019 à 2023....	25
Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2019 à 2023.....	25
Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2019 à 2023..	
26	
Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2019 à 2023.....	27
Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2019 à 2023.....	28
Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2019 à 2023	
30	
Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires.....	31
Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux.....	31
Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux.....	31
Tableau 18 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin.....	32
Tableau 19 : Evolution de la dette extérieure brute du Bénin.....	34

SIGLES ET ABREVIATIONS

AID	: Association Internationale de Développement
AMF-UMOA	: Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine
APUC	: Administration Publique Centrale
ATC	: Autres Titres de Créesances
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CAGD	: Caisse Autonome de Gestion de la Dette
CAF	: Coûts, Assurances et Frets
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
DGE	: Direction Générale de l'Economie
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
FAD	: Fonds Africain de Développement
FAGACE	: Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB/FAB	: Free On Board / Franco à bord
IDE	: Investissements Directs Etrangers
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INStaD	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
INSEE	: Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
ISBLSM	: Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages
MBP6	: Sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAG	: Programme d'Actions du Gouvernement
PEG	: Position Extérieure Globale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
SIFIM	: Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
TEC	: Tarif Extérieur Commun
TOFE	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

Les comptes extérieurs du Bénin sont établis selon les principes de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI), adopté en 2008 et mis en vigueur dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) dès 2012, pour l'élaboration des comptes de l'année 2011. Depuis lors, les éditions de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (PEG) du Bénin bénéficient des enseignements tirés de la refonte du dispositif d'élaboration des comptes extérieurs de la BCEAO.

En effet, à la faveur de l'adoption de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6), la BCEAO a entièrement révisé son dispositif pour l'adapter à l'environnement des pays de l'UEMOA et aux normes internationales. Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte a consisté à améliorer le système de collecte et d'analyse des données. Les principaux points d'amélioration ont porté sur (i) la ventilation géographique, (ii) la répartition par branche d'activité des données et (iii) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, notamment la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), l'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine (AMF-UMOA), le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE).

Les comptes extérieurs de l'année 2023 ont été également enrichis des résultats de l'enquête ad hoc sur les Investissements Directs Etrangers (IDE), ainsi que des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données des échanges intra-UEMOA, dont la seizième réunion s'est tenue par téléconférence via Google Meet les 19 et 20 septembre 2024.

Enfin, il convient de rappeler que les comptes extérieurs sont en conformité avec les résultats du rebasage des comptes nationaux, réalisé par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (Cf. encadré 2).

=====

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MPB6

1. La balance des paiements

Les composantes types sont réparties en trois grandes catégories : **le compte des transactions courantes, le compte de capital et le compte financier**.

1.1. Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes et non-résidentes. Les concepts de revenus primaires et de revenus secondaires, introduits par le MPB6, sont plus compatibles avec les comptes nationaux. Les revenus primaires présentent des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants.

1.2. Le compte de capital

Le compte de capital présente les écritures relatives aux actifs non financiers non produits (terrains vendus aux ambassades, ventes de baux et de licences, etc.) ainsi que les transferts en capital.

La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Il est théoriquement égal au solde du compte financier, aux erreurs et omissions près.

1.3. Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- ✓ **les investissements directs** confèrent un contrôle ou une influence importante sur une unité économique non résidente. Ils tendent à être associés à une relation durable ;
- ✓ **les investissements de portefeuille** regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- ✓ **les dérivés financiers et options sur titres des salariés** autres que les réserves ;
- ✓ **les autres investissements** sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- ✓ **les avoirs de réserves** sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes afin d'influer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

2. La Position Extérieure Globale (PEG)

La PEG décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. Le MPB6 distingue dans la PEG un compte pour les autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de change) ou des reclassifications qui impactent la PEG.

RESUME

En 2023, les échanges extérieurs du Bénin se sont déroulés dans un contexte international marqué par les effets adverses persistants de la Guerre en Ukraine sur l'activité économique, l'impact des tensions géopolitiques sur les chaînes d'approvisionnement mondiales et le resserrement des conditions financières mondiales. Au plan interne, la dynamique économique s'est traduite par la réalisation d'un taux de croissance économique estimé à 6,4% contre 6,3% en 2022 grâce aux performances des unités industrielles installées dans la zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), aux grands chantiers de construction d'infrastructures socio-économiques en cours et à l'amélioration de la production agricole. Le solde global de la balance des paiements du Bénin, qui résulte de ce contexte international et des évolutions au plan interne, a affiché un déficit de 405.314,0 millions¹ en 2023.

Le déficit structurel de la balance des transactions courantes s'est accentué en ressortant à 975.830,9 millions en 2023, contre 617.309,0 millions l'année précédente. Cette évolution s'explique par une progression du déficit de la balance des services et celui de la balance du revenu primaire, atténuée par une amélioration des entrées nettes de ressources au titre des revenus secondaires et des transferts de capital.

En effet, le déficit des services nets s'est creusé de 413.223,2 millions, par rapport à 2022, pour se situer à 654.781,2 millions en liaison avec une hausse des importations de services techniques. Cette évolution est en relation avec les besoins de l'économie liés aux différents projets en cours d'exécution.

En ce qui concerne le revenu primaire, son déficit s'est accentué de 36.713,7 millions pour se situer à 114.827,5 millions en 2023 en lien avec les intérêts payés sur les titres de créance, les investissements directs et la dette publique.

Au niveau du compte du revenu secondaire, l'excédent s'est inscrit en amélioration, ressortant à 157.035,4 millions en 2023 contre 98.961,4 millions une année plus tôt, conséutivement à une hausse des appuis budgétaires reçus par les Administrations Publiques et un accroissement des transferts reçus au titre des envois de fonds des migrants.

L'excédent du compte de capital s'est renforcé de 6.959,5 millions, en s'établissant à 119.526,8 millions au cours de l'année 2023 sous l'effet d'un accroissement des dons-projets reçus par les Administrations Publiques.

Dans ces conditions, l'exécution des échanges avec l'extérieur s'est soldée par un besoin de financement de 856.304,0 millions entièrement couvert par les opérations financières. Le compte financier affiche ainsi un passif net de 448.669,3 millions.

S'agissant de la Position Extérieure Globale (PEG), elle dégage un passif net de 5.247.029,5 millions contre 4.366.447,6 millions au 31 décembre 2022. Les variations nettes induites par les autres changements d'actifs et de passifs se sont élevées à -26.598,6 millions, imputables essentiellement aux variations du taux de change sur l'encours de la dette extérieure et sur les droits de tirage spéciaux.

Ces différentes évolutions sont retracées dans le tableau de synthèse ci-après :

¹ Sauf mention contraire, l'unité est le FCFA.

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Libellé du poste	2019	2020	2021	2022	2023
Compte des transactions courantes	-337 269,1	-157 337,6	-407 447,7	-617 309,0	-975 830,9
Biens et services	-422 861,5	-250 233,9	-428 006,5	-638 156,6	-1 018 038,8
Biens	-260 431,4	-89 727,0	-195 433,9	-396 598,6	-363 257,6
Marchandises générales, base balance des paiements	-269 103,4	-98 208,0	-204 079,7	-399 466,6	-366 801,6
<i>dont : Réexportations</i>	843 537,0	739 114,7	925 072,0	1 166 601,0	1 206 642,4
Exportations nettes de biens dans le cadre du négocié international	0,0	0,0	59,7	56,0	0,0
Or non monétaire	8 672,0	8 481,0	8 586,0	2 812,0	3 544,0
Services	-162 430,1	-160 507,0	-232 572,6	-241 558,0	-654 781,2
Transport	-175 231,0	-138 707,8	-223 889,3	-289 935,3	-304 888,1
<i>dont fret</i>	-146 506,0	-131 074,9	-178 062,1	-241 946,4	-285 534,1
Voyages	85 351,4	70 627,2	92 237,2	108 575,4	121 093,9
Autres services	-72 550,6	-92 426,4	-100 920,5	-60 198,1	-470 987,0
Revenu primaire	-41 481,7	-69 698,2	-104 990,2	-78 113,8	-114 827,5
Rémunération des salariés	-1 151,2	3 906,6	6 447,7	6 259,5	4 038,9
Revenus des investissements	-40 330,5	-99 769,8	-147 025,1	-130 204,4	-171 349,6
Autre revenu primaire	0,0	26 165,0	35 587,2	45 831,0	52 483,2
Revenu secondaire	127 074,2	162 594,5	125 549,1	98 961,4	157 035,4
Administrations publiques	49 429,0	107 607,8	48 668,3	-1 390,4	8 188,3
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	77 645,2	54 986,7	76 880,8	100 351,8	148 847,1
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	77 029,3	60 736,5	66 056,2	85 730,2	135 726,2
Compte de capital	116 304,1	100 503,0	143 841,2	112 567,3	119 526,8
Transferts de capital	116 301,0	100 541,9	146 682,4	115 257,3	152 407,3
Administration publique	74 849,0	64 015,9	102 751,7	71 592,3	115 186,3
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	41 452,0	36 526,0	43 930,7	43 665,0	37 221,0
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	3,1	-38,9	-2 841,2	-2 690,0	-32 880,5
Compte financier	-262 589,5	-361 756,3	-860 665,3	-514 763,8	-448 669,3
Investissement direct	-111 950,8	-87 576,1	-168 092,3	-205 199,3	-260 831,4
Investissements de portefeuille	-125 030,9	-76 436,5	-503 763,7	-176 949,9	-52 640,1
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-25 607,8	-197 743,8	-188 809,4	-132 614,6	-135 197,8
Erreurs et omissions nettes	3 926,1	2 016,2	2 848,0	2 686,3	2 320,7
Solde global	45 550,6	306 937,9	599 906,8	12 708,3	-405 314,0
Réévaluations et autres flux non transactionnels	0,0	0,0	-2 444,5	-3 055,1	-11 798,6
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-45 550,6	-306 937,9	-597 462,3	-9 653,2	417 112,5
Banque centrale	111 905,5	53 851,6	116 166,7	315 686,8	392 054,5
Établissements de dépôts autres que la Banque Centrale	-157 456,1	-360 789,5	-713 629,0	-325 340,0	25 058,0

Source : BCEAO (Octobre 2024)

INTRODUCTION

Les effets adverses persistants de la Guerre en Ukraine, l'aggravation des chocs climatiques et l'impact des tensions géopolitiques sur les chaînes d'approvisionnement ont entraîné en 2023 la poursuite du ralentissement de l'économie mondiale amorcée en 2022 après la reprise Post-Covid de 2021. Selon le Fonds Monétaire International (FMI, octobre 2024), la croissance de l'économie mondiale s'est établie à 3,3% en 2023 après une réalisation de 3,6% en 2022 et 6,6% en 2021.

Dans les économies avancées, l'activité économique a crû de 1,7% contre 2,9% en 2022, alors que dans les pays émergents et en développement elle a progressé de 4,4% après 4,0% enregistré en 2022. Le recul de l'activité économique a été notable dans la zone Euro (0,4% en 2023 contre 3,3% en 2022) contrairement aux Etats-Unis (+2,9% en 2023 contre 2,5% en 2022) et au Japon (+1,7% en 2023 contre 1,2% en 2022) où l'activité a accéléré.

Du côté des prix, face à la crise inflationniste persistante qui s'est installée avec le conflit Russo-Ukrainien, les banques Centrales ont relevé plusieurs fois leurs taux directeurs au cours l'année 2023. Ce resserrement de la politique monétaire des banques Centrales a permis de faire reculer l'inflation, même si elle est demeurée au dessus de l'objectif cible dans plusieurs pays. Le taux d'inflation mondiale est ressorti en moyenne annuelle à 6,7 % en 2023 après 8,7 % en 2022. Dans les pays avancés, il s'est affiché à 4,6% contre 7,3% en 2022 et dans les pays émergents et en développement, il s'est établi à 8,1% contre 9,6% une année plus tôt, avec des disparités par région.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique a décéléré à +3,6% en 2023 après une progression de 4,1% enregistrée une année plus tôt, sous l'effet conjugué des chocs météorologiques, de la faiblesse des cours des matières premières et des problèmes d'approvisionnement intérieur dans certains pays, notamment dans le secteur de l'électricité. Au Nigeria, principal partenaire des pays de l'UEMOA, la croissance du PIB réel est tombée à 2,9% en 2023, contre 3,3% en 2022, en relation avec les effets négatifs d'une forte inflation sur la consommation. Le taux d'inflation s'est affiché à 24,7% contre 18,8% à fin décembre 2022, en lien avec la forte dépréciation du naira et la suppression des subventions à l'essence.

Dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité économique est demeurée dynamique en 2023. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Union a progressé de 5,3 % en 2023 après 5,5% en 2022, grâce essentiellement au secteur tertiaire, en lien avec la bonne tenue des activités commerciales et des services.

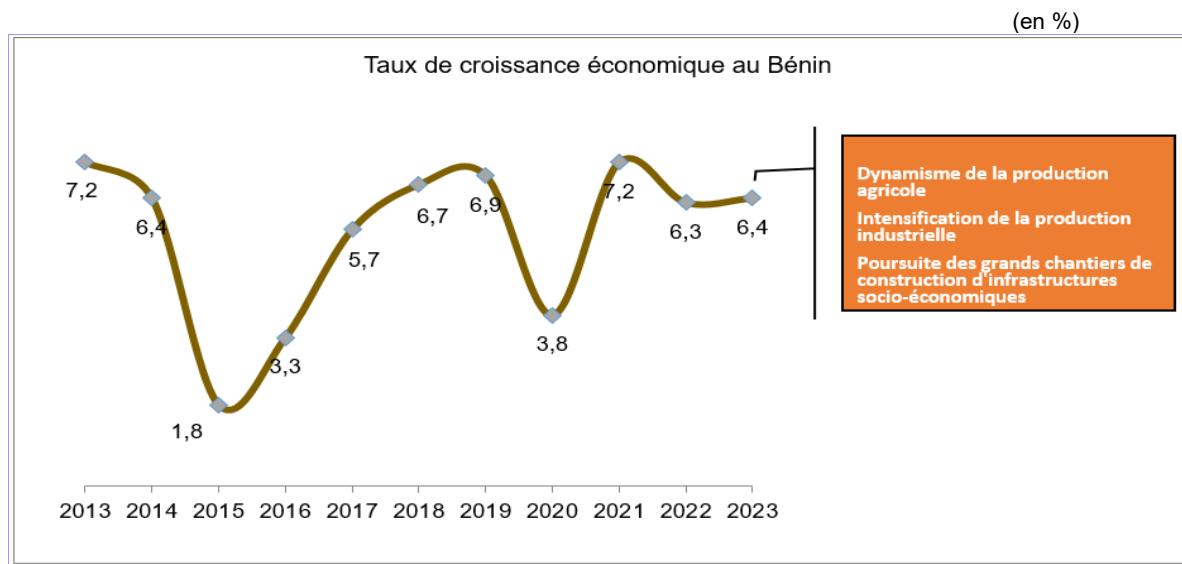
Le taux d'inflation, mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), est ressorti à 3,7% en 2023 contre une réalisation de 7,4% un an plus tôt. La décélération du niveau des prix en 2023 s'explique essentiellement par la baisse des tensions sur les prix des produits alimentaires en raison de la bonne performance de la campagne agricole 2022/2023 (housse de 17,0% de la production céréalière) et, dans une moindre mesure, par un léger repli observé au niveau de la fonction « Logement », ainsi que par la baisse des cours internationaux des principaux produits importés par les pays de l'UEMOA.

Au Bénin, le taux de croissance est ressorti à 6,4% en 2023 contre 6,2% en 2022. Cette évolution est imputable à l'intensification de la production industrielle grâce aux unités industrielles installées dans la zone industrielle de Glo-Djibé (GDIZ), aux grands chantiers de construction d'infrastructures socio-économiques en cours et à l'amélioration de la production agricole. Cette croissance a été réalisée en dépit des incertitudes, notamment celles en

provenance du Nigeria (suppressions des subventions à l'essence, dépréciation du Naira, etc.) et la fermeture des frontières avec le Niger, à la suite des sanctions de la CEDEAO.

Le taux d'inflation au Bénin s'est affiché à 2,7% en 2023 contre 1,4% une année plus tôt, en lien avec la hausse des prix du transport (+11,5%) provoquée par la suppression des subventions nigériennes à l'essence en juin 2023. Il demeure en dessous de la norme communautaire de 3%, principalement en raison de la bonne campagne vivrière qui a favorablement agi sur les prix des produits alimentaires.

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance économique réel au Bénin entre 2013 et 2023



Sources : INStaD et DGE [2024]

Les opérations financières de l'Etat, quant à elles, se sont soldées par une baisse du déficit global dont compris (base ordonnancement) qui s'est établi à 4,1% du PIB courant contre 5,5% en 2022, sous l'effet du renforcement de la mobilisation des recettes fiscales et d'une meilleure gestion des dépenses publiques en vue de réduire progressivement le déficit public en dessous de 3% du PIB à l'horizon 2025.

La situation monétaire a été marquée par une contraction de la masse monétaire de 14.307,7 millions, qui s'est établie à 3.613.949,2 millions, soit une baisse de 0,4% par rapport aux réalisations de 2022. Elle s'est traduite par un relèvement des dépôts en banques de 36.699,1 millions et une baisse de la circulation fiduciaire de 51.006,8 millions. Les créances sur l'économie ont progressé de 435.414,7 millions (20,6%), pour ressortir à 2.551.747,6 millions à fin décembre 2023. L'évolution des créances sur l'économie résulte essentiellement de la bonne orientation de la conjoncture économique. Les nouvelles mises en place de crédits ont bénéficié aux entreprises évoluant dans les secteurs de l'agro-industrie, de la construction, du commerce et de la distribution de produits pétroliers.

Les comptes extérieurs se sont ressentis de ces différentes évolutions, dégageant un déficit de 405.314,0 millions au titre du solde global de la balance des paiements, à la suite de l'excédent de 12.708,3 millions enregistrés en 2022. Le présent rapport analyse l'évolution des principales composantes des comptes extérieurs du Bénin. Il est organisé en six parties, suivant le canevas harmonisé retenu au niveau des pays de l'UEMOA.

1. COMpte DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes affiche un déficit de 8,2% du PIB en 2023 contre un déficit de 5,7% en 2022. Cette accentuation du déficit des transactions courantes, en pourcentage du PIB, est imputable essentiellement au déficit des services qui s'est fortement accru entre les deux années.

Les statistiques de la balance des paiements, compilées conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel du FMI indiquent une hausse de la valeur nominale du déficit structurel du compte courant qui s'est établi à 975.830,9 millions en 2023, contre 617.309,0 millions en 2022. En valeur relative, le déficit des transactions courantes s'est creusé en ressortant à 8,2% du PIB en 2023, contre 5,7% du PIB en 2022.

L'évolution du solde des transactions courantes sur les cinq dernières années est présentée dans le tableau ci-après, sur la base des données ajustées³.

Tableau 2 : Evolution du solde des transactions courantes

(en millions de FCFA)

Postes	2019	2020	2021	2022	2023
Biens et services	-422 861,5	-250 233,9	-428 006,5	-638 157	-1 018 038,8
Biens	-260 431,4	-89 727,0	-195 433,9	-396 598,6	-363 257,6
Services	-162 430,1	-160 507,0	-232 572,6	-241 558,0	-654 781,2
Revenu primaire	-41 481,7	-69 698,2	-104 990,2	-78 113,8	-114 827,5
Revenu secondaire	127 074,2	162 594,5	125 549,1	98 961,4	157 035,4
Solde du compte courant	-337 269,1	-157 337,6	-407 447,7	-617 309,0	-975 830,9
Solde du compte courant (hors dons)	-386 774,2	-265 118,6	-456 333,5	-617 309,0	-984 138,4
PIB Nominal	8 432 247,5	9 008 810,4	9 809 694,0	10 854 508,1	11 934 896,2
Solde courant (en % PIB)	-4,0	-1,7	-4,2	-5,7	-8,2

Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2024)

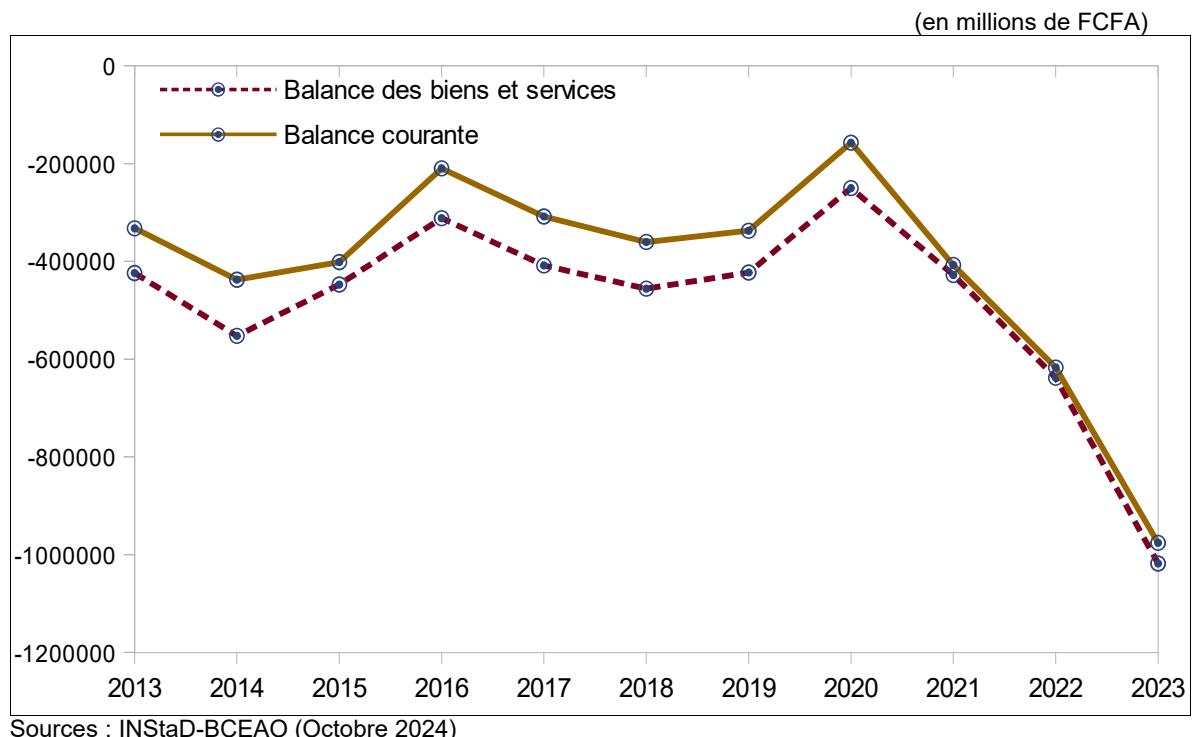
Historiquement au Bénin, le solde des échanges de biens et de services porte l'essentiel de la dégradation des transactions courantes comme l'illustre le graphique 2 ci-après. En effet, la structure de l'économie béninoise est dominée par les activités d'importation de marchandises, réexportées par la suite vers le Nigeria et les pays de l'hinterland (Mali, Niger et Burkina Faso).

En 2023, l'accentuation du déficit des transactions courantes s'explique par une progression des importations nettes de services (+171,1%) et des paiements nets de revenus primaires (+47,0%), notamment les revenus d'investissement (+31,6%). Les importations nettes de services et les paiements nets de revenus primaires se sont accrus de 413.223,2 millions et 36.713,7 millions respectivement en passant de 241.558,0 millions à 654.781,2 d'une part et

³ Les statistiques du commerce extérieur élaborées par l'INStaD sont ajustées par les résultats de la réconciliation des données du commerce intra UEMOA et les estimations du commerce informel.

de 78.113,8 millions à 114.827,5 millions d'autre part. Cette évolution est à mettre en relation avec la conjoncture économique.

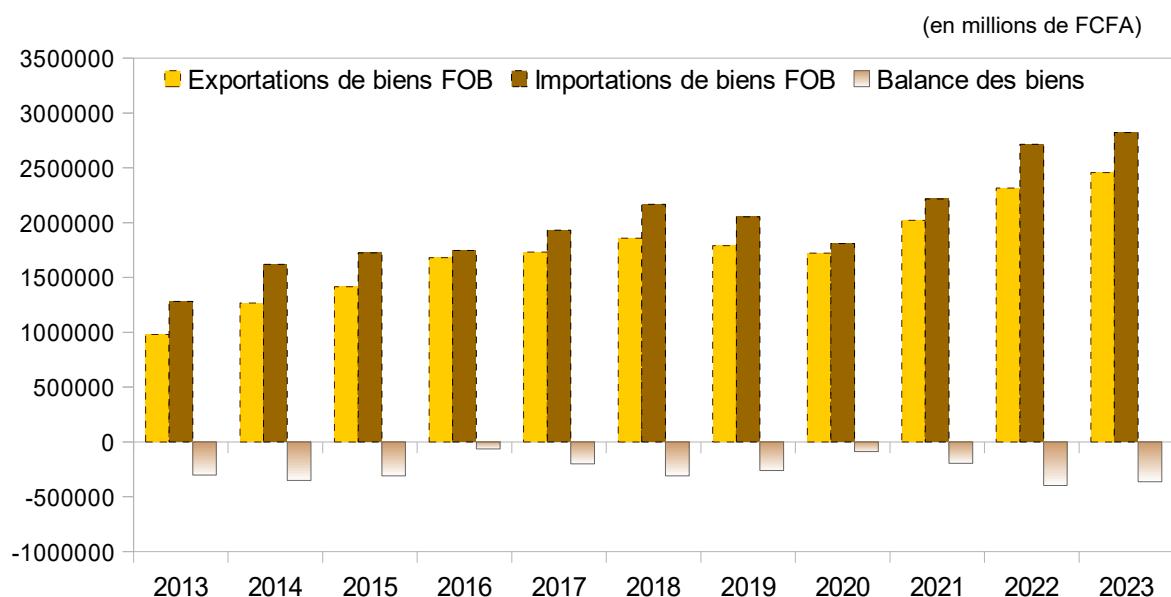
Graphique 2 : Evolution comparée de la balance courante et de la balance des biens et services entre 2013 et 2023



1.1. Balance des biens

Le déficit de la balance commerciale a baissé de 8,4% en 2023 pour atteindre 363.257,6 millions de FCFA, soit 3,0% du PIB, après 396.598,6 millions en 2022.

Graphique 3 : Evolution de la balance commerciale et de ses composantes entre 2013 et 2023



Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2024)

La diminution du déficit commercial entre 2022 et 2023 résulte d'une augmentation des exportations (+140.386,6 millions), bien plus importante que celle des importations (+107.045,5 millions), en valeur absolue. De manière subséquente, le taux de couverture des importations par les exportations s'est amélioré, passant de 85,4% à 87,1% en 2023. Les principaux produits à l'origine de cette évolution des exportations et des importations, ainsi que les facteurs économiques sous-jacents sont déclinés ci-après.

Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2019	2020	2021	2022	2023
Exportations de biens FOB (1)	1 790 945,3	1 720 484,3	2 019 940,9	2 316 657,2	2 457 043,8
Importations de biens FOB (2)	2 051 376,7	1 810 211,2	2 215 374,8	2 713 255,8	2 820 301,3
Balance commerciale	-260 431,4	-89 726,9	-195 433,9	-396 598,6	-363 257,6
Balance commerciale (en % PIB)	-3,1	-1,0	-2,0	-3,7	-3,0
Taux de couverture (1)/(2) (en %)	87,3	95,0	91,2	85,4	87,1
Degré d'ouverture commerciale (1)+(2) / 2*PIB nominal (en %)	22,8	19,6	21,6	23,2	22,1
Ratio Exportations/PIB nominal (en %)	21,2	19,1	20,6	21,3	20,6
Ratio Importations/PIB nominal (en %)	24,3	20,1	22,6	25,0	23,6

Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2024)

1.1.1. Exportations de biens

1.1.1.1. Evolution globale des exportations de biens

Les exportations de biens (valeurs FOB) ajustées en 2023 sont arrêtées à 2.457.043,8 millions contre 2.316.657,2 millions une année plus tôt. Réparties suivant les principales composantes de la MBP6, ces exportations sont constituées principalement des marchandises générales, dont des biens réexportés (Cf. tableau 4).

Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2019 à 2023

(en millions de FCFA)

Postes	2019	2020	2021	2022	2023
Marchandises générales	1 782 273,3	1 712 003,3	2 011 295,2	2 313 789,2	2 453 499,8
<i>dont réexportations totales</i>	<i>843 537,0</i>	<i>739 114,7</i>	<i>925 072,0</i>	<i>1 166 601,0</i>	<i>1 206 642,4</i>
<i>réexportations officielles</i>	<i>55 464,0</i>	<i>55 056,0</i>	<i>80 915,7</i>	<i>62 527,4</i>	<i>84 145,4</i>
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	59,7	56,0	0,0
Or non monétaire	8 672,0	8 481,0	8 586,0	2 812,0	3 544,0
<i>dont réexportations</i>	<i>8 672,0</i>	<i>8 481,0</i>	<i>8 586,0</i>	<i>2 812,0</i>	<i>3 544,0</i>
Total exportations de biens	1 790 945,3	1 720 484,3	2 019 940,9	2 316 657,2	2 457 043,8

Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2024)

Les transactions relatives à la réexportation y figurent pour un montant de 1.206.642,4 millions en 2023 contre 1.166.601,0 millions en 2022, en hausse de 3,4%. L'accroissement des réexportations en 2023 est principalement porté par les expéditions non officielles de produits alimentaires vers le Nigeria. A cet égard, il convient de rappeler que le Bénin réexporte vers le Nigeria les produits alimentaires, notamment le riz et les huiles végétales, les friperies et les véhicules d'occasion.

S'agissant de l'or non monétaire, l'exploitation aurifère au Bénin demeure traditionnelle. Les quantités d'or brut, en provenance des pays de l'hinterland, notamment le Mali et le Niger, sont enregistrées à l'aéroport de Cotonou, et exportées vers les pays occidentaux. Le niveau des exportations d'or est ressorti à 3.544,0 millions en 2023 contre 2.812,0 millions une année plus tôt.

Encadré 2 : Prise en compte des résultats du rebasage des comptes nationaux

Le 03 juillet 2019, le Gouvernement a adopté en Conseil des ministres les résultats du rebasage des comptes nationaux du Bénin, réalisé conformément aux recommandations du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies de 2008 (SCN 2008) par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStaD).

Les principales innovations apportées aux nouveaux comptes concernent :

- le choix de l'année 2015 comme année de base en remplacement de l'année 2007, en liaison avec l'existence de données du recensement de la population et des résultats de l'enquête sur les conditions de vie des populations qui ont mis en exergue de profondes modifications dans les structures d'emploi et de consommation au Bénin ;
- la comptabilisation de la valeur ajoutée de certaines branches d'activité, comme l'agriculture, le commerce informel, le transport fluvial, la marge commerciale et de transport, l'assurance non-vie, la recherche-développement et les services financiers.

Les résultats indiquent au titre de l'année 2015 un produit intérieur brut (PIB) nominal évalué à 6.732,8 milliards de FCFA contre 4.926,4 milliards de FCFA issus de l'ancienne méthodologie SCN 1993. Cette nouvelle évaluation traduit une hausse du PIB de l'ordre de 36,7%.

Dans ce contexte, les comptes extérieurs du Bénin ont été élaborés sur la base des nouvelles données des comptes nationaux et des modifications intervenues dans les statistiques monétaires.

Les principaux postes ayant connu des modifications dans les comptes extérieurs sont indiqués comme suit :

- le rebasage des comptes nationaux a entraîné une réévaluation des exportations de biens (crédit), des importations de biens (débit) et des services de fret (débit) qui a été équilibrée dans le compte financier par les numéraires et dépôts (crédit) au niveau du poste « Autres investissements ». Les corrections enregistrées dans le compte financier de la balance des paiements sont identiques à celles effectuées dans la position extérieure globale ;
- les modifications des avoirs extérieurs nets ont été prises en compte dans le compte financier sur la ligne « autres avoirs de réserve » (pour la Banque Centrale) et « investissements de portefeuille » (pour les banques primaires). L'équilibre a été assuré au niveau des erreurs et omissions. Les modifications ainsi faites dans le compte financier de la balance des paiements sont identiques à celles effectuées dans la position extérieure globale.

Source : INStaD-BCEAO

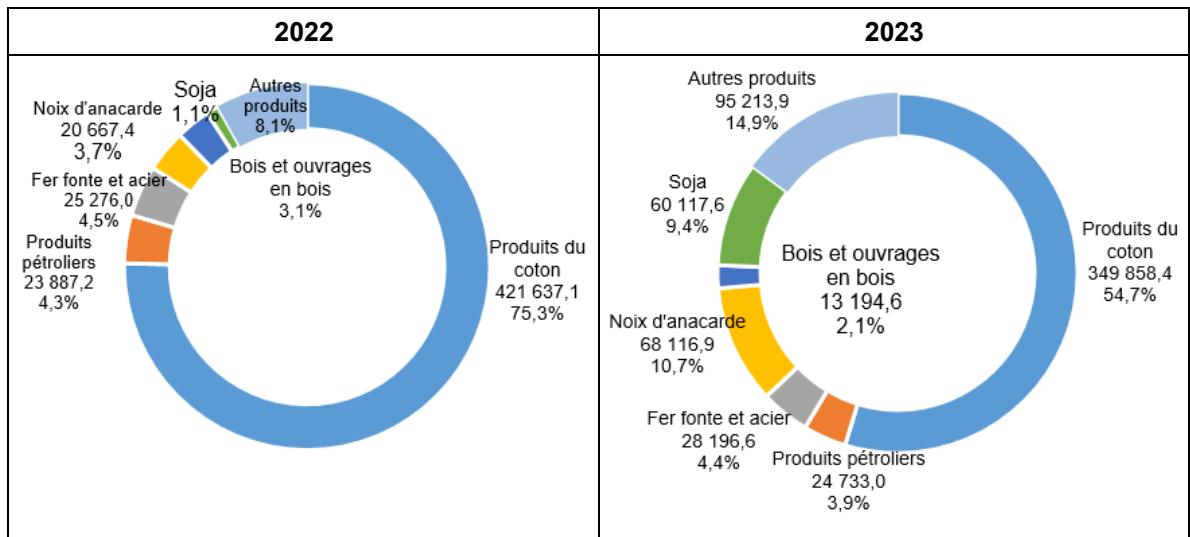
1.1.1.2. Composition des exportations de biens

Les exportations officielles du Bénin restent dominées par les produits du coton qui représentent 54,7% des ventes à l'étranger, suivis de la noix d'anacarde et du soja qui comptent respectivement pour 10,7% et 9,4% des ventes de marchandises à l'étranger. Le Bénin exporte également le karité, le bois et les ouvrages en bois dont les valeurs demeurent encore faibles, comparativement au coton fibre. Les exportations de fer, fonte et acier se composent de la production des industries métallurgiques ainsi que de la ferraille expédiée vers les pays asiatiques jusqu'en juillet 2023 où son exportation a été interdite par décision

gouvernementale, tandis que les produits pétroliers exportés proviennent des importations.

Graphique 4 : Structure des exportations officielles en 2022 et en 2023

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)



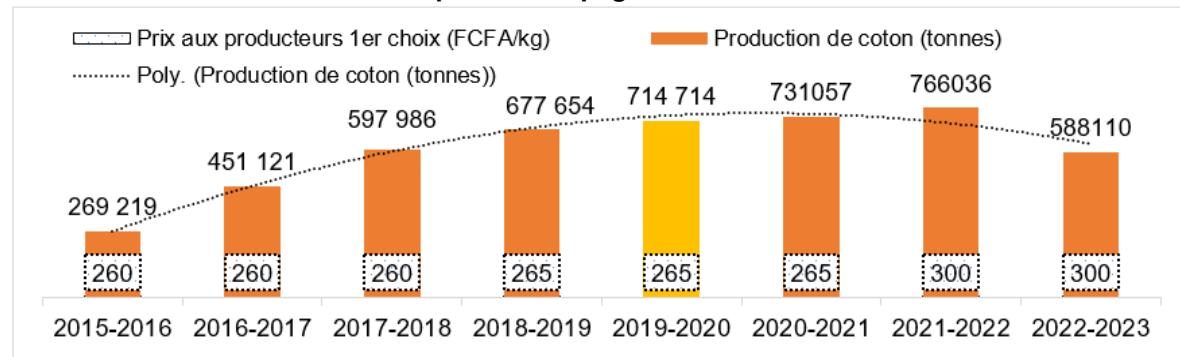
Source : INStaD (Octobre 2024)

1.1.1.2.1. Coton et ses dérivés

La quantité de coton fibre exportée a baissé de 25,2%, évoluant de 325.966,9 tonnes en 2022 à 243.852,0 tonnes en 2023, dans un contexte où la campagne cotonnière 2022-2023⁴ s'est soldée par une production de coton graine de 588.110 tonnes contre 766.036 tonnes lors de la campagne précédente, selon les données officielles. Cette baisse des exportations de coton fibre est à mettre en relation non seulement avec la baisse de la production, mais aussi avec la mise en œuvre entamée de la stratégie de transformation industrielle du coton béninois sur place dans les industries textiles du pays.

Le cours moyen de placement de la fibre de coton à l'extérieur s'est élevé à 1114,2 FCFA le kilogramme en 2023, contre 1492,5 FCFA le kilogramme en 2022 et 1137,3 FCFA en 2021. De manière subséquente, les ventes à l'étranger de fibre de coton se sont établies à 312.742,5 millions en 2023 contre 368.847,4 millions en 2022, en baisse de 56.104,9 millions.

Graphique 5 : Evolution de la production de coton graine et du prix d'achat aux producteurs depuis la campagne 2015-2016



Sources : Ministère en charge de l'Agriculture (Octobre 2024)

⁴ Les exportations de coton effectuées à l'année n sont relatives à la campagne (n-1)/n.

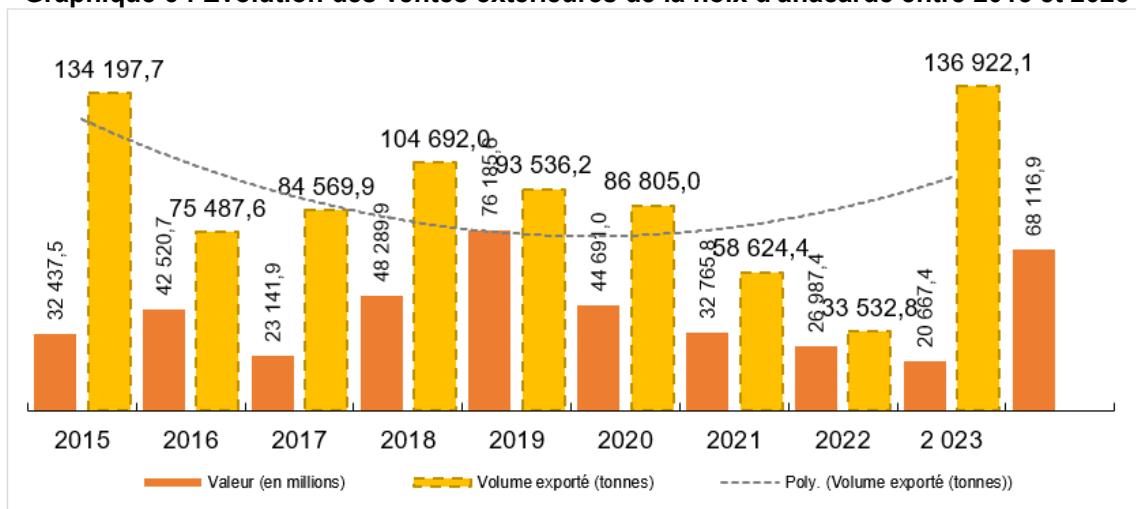
1.1.1.2.2. Noix de cajou

La noix de cajou est le deuxième produit d'exportation agricole du Bénin après le coton. Sa production est tirée par l'intérêt croissant des agriculteurs pour cette culture, dont les cours sur le marché international sont restés relativement élevés jusqu'en 2018. En revanche, depuis l'année 2019 il a été noté un excès de l'offre comparativement à la demande sur le marché international. Ce qui s'est traduit par un effondrement des prix.

Dans ces conditions, les ventes du Bénin à l'étranger se sont élevées à 68.116,9 millions en 2023, en hausse de 229,6% par rapport à 2022 où elles s'étaient établies à 20.667,4 millions. Cette forte progression des exportations officielles de Noix de cajou est à mettre en relation avec la réglementation récente du secteur, notamment l'interdiction par les pouvoirs publics des sorties du produit par des canaux autres que le port autonome de Cotonou.

En outre, pour augmenter le potentiel de production dans le secteur, le gouvernement du Bénin a initié en 2022, plusieurs projets de développement de la filière dont l'installation de 20.000 hectares de nouvelles plantations à partir de plants performants et l'accompagnement des producteurs à la réhabilitation de 70.000 hectares de plantations existantes. Des mesures ont également été prises pour stimuler la transformation local du produit qui devrait alimenter en priorité les usines de transformations installées au sein de Zone industrielle spéciale de Glo-Djigbé dès 2024.

Graphique 6 : Evolution des ventes extérieures de la noix d'anacarde entre 2015 et 2023



Sources : INStaD-DGD (Octobre 2024)

1.1.1.2.3. Fer, fonte et acier

Outre la production industrielle dont l'exportation est en accroissement, les exportations inscrites sous cette rubrique se rapportent à la ferraille issue de la récupération. La ferraille est acquise par des grossistes auprès des collecteurs ou des intermédiaires qui parcourent les domiciles ainsi que les garages pour récupérer les articles ménagers et les véhicules usagers, préalablement concassés. Ces produits sont par la suite exportés vers l'Asie, principalement la Chine, l'Inde et le Vietnam.

Globallement, les exportations de « fer, fonte et acier » ont crû de 11,6% en valeur pour s'établir à 28.196,6 millions en 2023 contre 25.276,0 millions en 2022, en liaison avec la demande au plan mondial, notamment celle émanant de la Chine. En outre, en volume, les

exportations sont en hausse de 16,1%, passant de 46.099,5 tonnes à 53.518,8 tonnes sur la période sous revue.

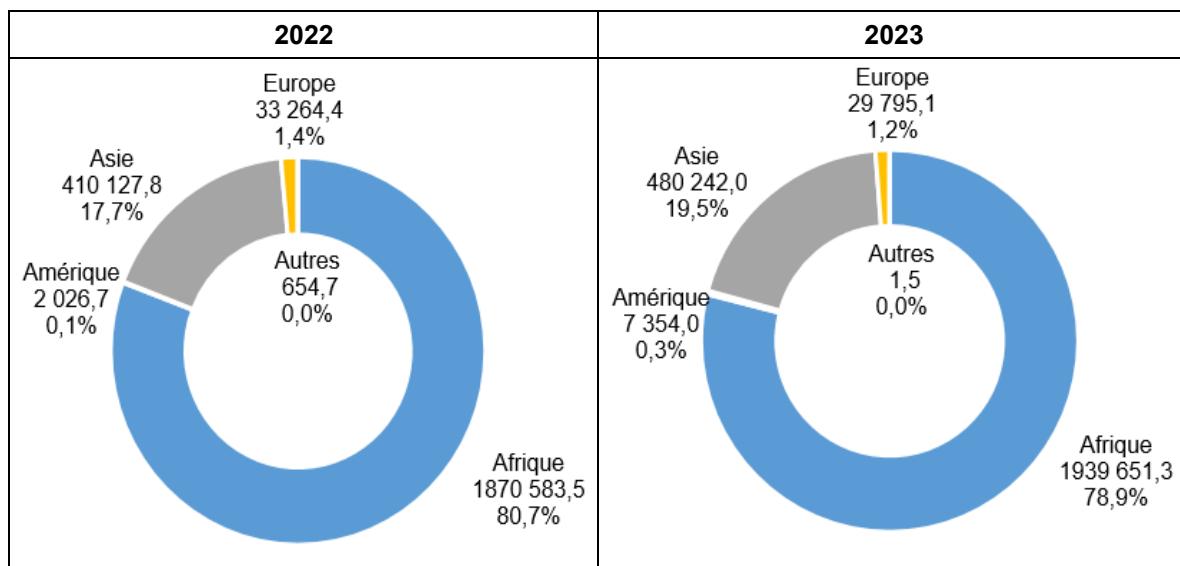
1.1.1.2.4. Produits pétroliers

Les produits pétroliers exportés proviennent des importations. Il s'agit donc de réexportations qui ont progressé de 3,5%, passant de 23.887,2 millions en 2022 à 24.733,0 millions en 2023, en liaison avec la hausse des expéditions à partir des dépôts installés au port de Cotonou. Ces réexportations ont été effectuées principalement par les sociétés PUMA Energy distribution (79,3%), West Africa Fats And Oil Industry Bénin (8,7%), ORYX Energies (8,2%), GHAYA Oil and Gaz Bénin (1,5%) et Dépôts pétroliers du Bénin (1,3%), selon les statistiques officielles.

1.1.1.3. Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations ajustées⁵, pour tenir compte du commerce non contrôlé, indique une évolution des flux qui confirme l'Afrique et l'Asie comme étant les principaux partenaires commerciaux du Bénin avec des parts de marché respectives de 78,9% et de 19,5% en 2023. L'Europe, en recueillant 1,2% des ventes à l'étranger en 2023, représente le troisième partenaire commercial du Bénin.

Graphique 7 : Destination des exportations par zone géographique en 2022 et en 2023



Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2024)

En Afrique, en dehors de l'UEMOA, le principal partenaire à l'exportation du Bénin en 2023 est le Nigeria (72,1%). Les exportations du Bénin en direction du Nigeria sont en hausse, passant de 1.686.650,1 millions en 2022 à 1.772.000,5 millions en 2023. Cette augmentation concerne notamment le commerce de riz et d'huile raffinée.

Les exportations vers les pays de l'UEMOA sont évaluées à 114.636,4 millions en 2023 contre 127.066,0 millions en 2022. Les échanges intra-UEMOA représentent 4,7% des exportations totales du Bénin. Les principaux clients du Bénin dans l'UEMOA sont le Togo (1,9%), le

⁵ Cette partie de l'analyse porte sur les données ajustées, c'est-à-dire, les statistiques officielles complétées des informations issues des travaux de réconciliation des échanges intracommunautaires et des estimations de l'INStaD sur le commerce non contrôlé. Ces estimations concernent les échanges non officiels avec le Nigeria.

Niger(1,0%), le Mali (0,9%) et la Côte d'Ivoire (0,5%). Le Togo importe du Bénin les poissons congelés, les produits pétroliers, les médicaments ainsi que de la peinture. En ce qui concerne les exportations vers le Mali, elles portent essentiellement sur les produits pétroliers. Quant au Niger, il importe du Bénin les produits alimentaires et métallurgiques.

En Asie, les principaux partenaires à l'exportation du Bénin sont le Bangladesh (9,7%), l'Inde (4,0%), le Pakistan (1,9%), la Chine (1,4%) et le Vietnam (0,4%). Il est observé depuis 2013 une perte des parts de marché de la Chine au profit des pays de l'Asie du Sud-Est. Les exportations en direction de la Chine sont essentiellement constituées de coton (79,7%), de fer, fonte et acier (11,3%) et du bois (4,5%). L'Inde, quant à elle, importe en grande partie du Bénin la noix d'anacarde (53,4%), le coton (25,8%) et le bois (4,5%).

Encadré 3 : Mesures mises en œuvre par la BCEAO pour assurer le rapatriement par les sociétés de l'intégralité des recettes d'exportation

Conformément aux dispositions du Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA et à ses Instructions d'application, les exportateurs de biens et services procèdent, dans un délai maximal de 150 jours à compter de la date effective d'exportation, à l'encaissement et au rapatriement par le canal des banques des recettes de leurs exportations hors de la zone UEMOA.

Cette obligation fait l'objet d'un suivi quotidien par la Direction Nationale de la BCEAO pour le Bénin, à travers les déclarations des banques, sur les domiciliations, les encaissements de recettes et les cessions de devises, ainsi que l'exploitation des données douanières portant sur les exportations. En outre, la Banque Centrale met en œuvre plusieurs mesures en complément à son dispositif de suivi. Au nombre de ces mesures, il convient de citer :

- la communication sur les enjeux du rapatriement des recettes d'exportation et l'évolution des statistiques y afférentes lors de ses réunions semestrielles de concertation avec les organisations faîtières du secteur privé d'une part et avec les banques d'autre part ;
- la sensibilisation des sociétés exportatrices sur l'ensemble des dispositions réglementaires qui encadrent la domiciliation et le rapatriement des recettes d'exportation dans l'UEMOA, avec en ligne de mire, l'appropriation desdits textes par ces acteurs et leur application effective ;
- la mise en œuvre d'un dispositif d'échanges permanents avec les points focaux des entreprises exportatrices, permettant à la BCEAO de disposer d'informations sur les exportations et les encaissements de recettes à l'étranger ;
- la participation aux sensibilisations et échanges qu'organise l'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers avec les sociétés exportatrices sur les exigences réglementaires et les difficultés rencontrées dans le rapatriement des recettes d'exportation ;
- la mise en place par la Banque Centrale, d'un dispositif conditionnant la recevabilité des demandes de couverture introduites par les banques et portant sur les besoins de transferts à l'étranger exprimés par les entreprises au respect des obligations en matière de rapatriement de recettes d'exportation ;
- la conduite de contrôles conjoints avec la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique dans les banques et les entreprises.

1.1.2. Importations de biens

1.1.2.1. Evolution globale des importations de biens

Les importations totales de biens (base FOB) ont augmenté de 3,9% pour ressortir à 2.820.301,3 millions en 2023 contre 2.713.255,8 millions en 2022. Cette évolution est portée par les importations formelles (+4,1%) et les importations informelles (+4,1%). Les importations de biens sont constituées exclusivement des marchandises générales. L'évolution des importations de marchandises générales sur les cinq dernières années se présente comme suit :

Tableau 5 : Evolution des importations de biens (base FOB) de 2019 à 2023

(en millions de FCFA)

Postes	2019	2020	2021	2022	2023
Marchandises générales	2 051 376,7	1 810 211,2	2 215 374,8	2 713 255,8	2 820 301,3
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total importations de biens	2 051 376,7	1 810 211,2	2 215 374,8	2 713 255,8	2 820 301,3

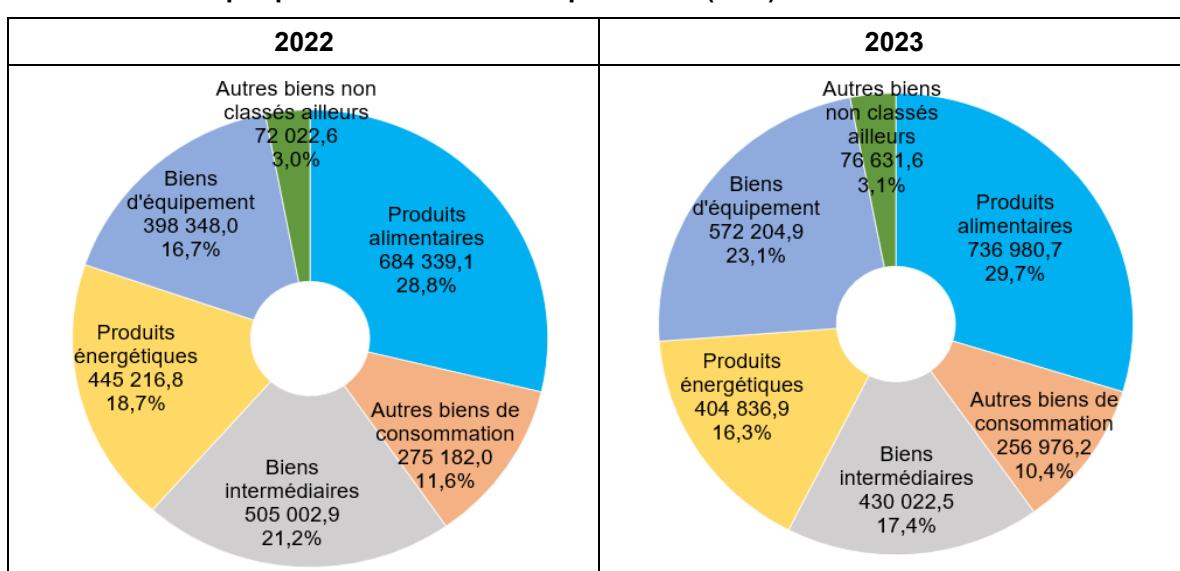
Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2024)

Selon les statistiques officielles du commerce extérieur, les importations totales (CAF) sont en hausse de 4,1% en valeur pour s'établir à 2.477.652,8 millions en 2023 contre 2.380.111,3 millions, un an plus tôt. En volume, les importations totales ont baissé de 5,0% en passant de 5,8 millions de tonnes à 5,6 millions de tonnes en 2023.

A la suite des ajustements opérés, pour tenir compte des transactions non enregistrées, le montant total des importations CAF ressort à 3.185.891,7 millions, représentant 26,7% du PIB nominal en 2023, contre 28,2% en 2022. L'évolution des importations de marchandises générales au cours des quatre dernières années est fournie en annexe 7.

1.1.2.2. Composition des importations de biens

Graphique 8 : Structure des importations (CAF) en 2022 et en 2023



Source : INStaD-BCEAO (Octobre 2024)

La composition des importations reflète la structure de l'économie béninoise, dominée par les activités commerciales. Ainsi, les produits alimentaires demeurent les principaux produits d'importation avec une proportion de 29,7% en 2023 contre 28,8% en 2022. Ils ont progressé de 7,7% en valeur et ont baissé de 1,8% en volume d'une année à l'autre. Une part importante de ces produits alimente le commerce transfrontalier de réexportation informelle.

S'agissant des biens d'équipement, ils ont représenté 23,1% des importations officielles en 2023 contre 16,7% en 2022. En valeur, les achats à l'étranger de biens d'équipement se sont accrus de 43,6% pour s'établir à 572.204,9 millions. Cette évolution a été enregistrée sous l'effet conjugué de la progression des importations de machines et appareils (+46,5%) et celle des importations de matériels de transport (+37,2%), en lien avec les installations d'unités de production industrielle en cours au Bénin et l'évolution des chantiers de construction d'infrastructures.

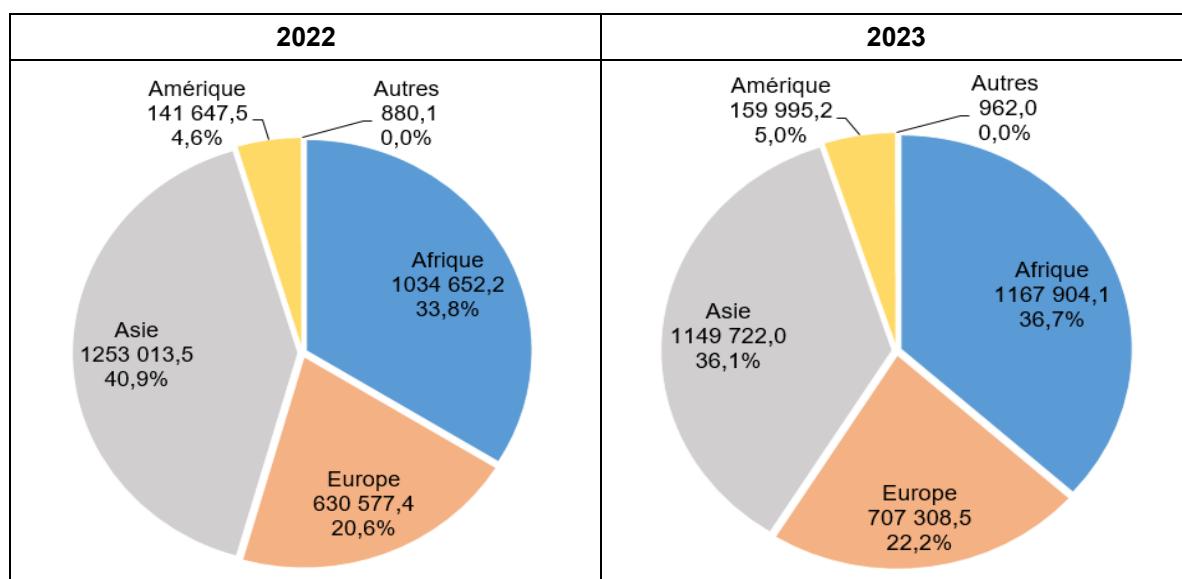
En ce qui concerne les importations de produits énergétiques, elles se sont élevées à 404.836,9 millions, en repli de 9,1% en variation annuelle. Elles représentent 16,3% des importations totales en 2023.

Enfin, les importations de biens intermédiaires sont en régression de 14,8% pour atteindre 430.022,5 millions en 2023. Elles représentent 17,4% des importations officielles du Bénin. La décroissance des importations de biens intermédiaires est à mettre en relation avec la fin de l'exécution physique au troisième trimestre 2023 des travaux de construction du Pipeline Niger-Bénin.

1.1.2.3. Répartition géographique des importations

Les statistiques ajustées indiquent que les principaux partenaires du Bénin à l'importation en 2023 se trouvent en Afrique (36,7%), en Asie (36,1%) et en Europe (22,2%). Les importations en provenance du continent américain représentent 5,0% des importations totales du Bénin en 2023.

Graphique 9 : Origine des importations par zone géographique en 2022 et en 2023



Source : INStAD-BCEAO (Octobre 2024)

Comparativement à l'année précédente, la part des importations en provenance d'Afrique et d'Europe s'est renforcée au détriment des importations venant d'Asie. En effet, la Thaïlande

(0,9% en 2023 contre 3,0% en 2022) et le Pakistan (0,4% en 2023 contre 0,7% en 2022) ont perdu des parts de marché au détriment du Nigeria (25,4% en 2023 contre 22,7% en 2022), du Ghana (1,2% en 2023 contre 0,9% en 2022), de la Côte d'Ivoire (1,4% en 2023 contre 1,3% en 2022), du Sénégal (0,7% en 2023 contre 0,6% en 2022) en Afrique et de la France (6,5% en 2023 contre 6,1% en 2022) et la Belgique (2,9% en 2023 contre 2,7% en 2022) en Europe. En revanche, les Etats-Unis (3,9% en 2023 contre 3,4% en 2022) ont renforcé leurs parts de marché au Bénin.

En Afrique, les principaux pays fournisseurs du Bénin en 2023 sont le Nigeria (25,4%), le Togo (3,1%) et la Côte d'Ivoire (1,4%).

1.2. Balance des services

La balance des services s'est dégradée de 413.223,2 millions d'une année à l'autre, en affichant un solde déficitaire de 654.781,2 millions en 2023 contre un déficit de 241.558,0 millions en 2022. Le déficit de la balance des services s'est ainsi accentué, en liaison avec l'accroissement du solde déficitaire des « services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises » (-318.448,7 millions), de celui du Fret (-43.587,6 millions) et du déficit des « Services spécialisés et services de conseil en gestion » (-33.423,3 millions). En revanche, l'excédent du poste « Voyages » s'est renforcé d'une année à l'autre (+12.518,5 millions).

En effet, le déficit des échanges de « services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises » est ressorti à 329.014,5 millions en 2023 contre 10.565,8 millions en 2022, en relation avec l'installation d'usines au sein de la GDIZ, le paiement de services techniques par l'Administration publique et la consommation de services techniques par les autres acteurs de l'économie.

Le déficit relatif aux dépenses de fret est ressorti à 285.534,1 millions en 2023 contre 241.946,4 millions en 2022, en relation avec les cours internationaux du pétrole et l'existence d'un délai d'ajustement entre ces cours et les prix facturés dans les contrats de transport maritime. Il convient de rappeler que le calcul de la balance des paiements pour l'année 2023 repose sur le taux de fret et d'assurance estimé à partir des données disponibles sur la période 2015-2019. Ce taux est évalué à 12,2% contre 11,5% précédemment (Cf. encadré 3).

En ce qui concerne le déficit des échanges de « services spécialisés et services de conseil en gestion », il a atteint 50.689,6 millions en 2023 après 17.266,3 millions en 2022, sous l'effet d'une augmentation de la consommation des services juridiques, de comptabilité et de conseil en gestion.

Par ailleurs, l'excédent du poste "Voyages" se renforce en lien avec la mise en oeuvre en cours par le Gouvernement du Bénin d'un programme de développement touristique, qui comprend de nombreux chantiers ouverts pour accroître l'offre touristique du pays.

Enfin, le déficit des autres services résulte des besoins liés au développement de l'économie du Bénin (travaux de construction en cours, services de télécommunications, d'informatique et d'information, ...).

Tableau 6 : Evolution du solde de la balance des services et de ses composantes de 2019 à 2023

(en millions de FCFA)

Postes	2019	2020	2021	2022	2023
Transports	-175 231,0	-138 707,8	-223 889,3	-289 935,3	-304 888,1
<i>dont fret</i>	-146 506,0	-131 074,9	-178 062,1	-241 946,4	-285 534,1
Voyages	85 351,4	70 627,2	92 237,2	108 575,4	121 093,9
Services spécialisés et services de conseil en gestion	-27 831,6	-27 440,4	-15 640,5	-17 266,3	-50 689,6
Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	417,7	-13 908,3	-14 484,7	-10 565,8	-329 014,5
Autres services	-45 136,7	-51 077,8	-70 795,3	-32 365,9	-91 282,9
Services nets	-162 430,2	-160 507,0	-232 572,6	-241 558,0	-654 781,2
Services nets/PIB (en %)	-1,9	-1,8	-2,4	-2,2	-5,5

Source : BCEAO (Octobre 2024)

1.2.1. Transports

Le solde déficitaire du poste « transports » s'est creusé de 14.952,8 millions pour s'établir à 304.888,1 millions en 2023 contre 289.935,3 millions en 2022, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : Evolution du poste « transports » de 2019 à 2023

(en millions de FCFA)

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023
Transports	-175 231,0	-138 707,8	-223 889,3	-289 935,3	-304 888,1
Passagers	-20 770,5	298,6	-9 465,3	-10 003,2	-9 477,1
Fret	-146 506,0	-131 074,9	-178 062,1	-241 946,4	-285 534,1
Autres	-7 954,5	-7 931,5	-36 361,9	-37 985,7	-9 876,9

Source : BCEAO (Octobre 2024)

Cette évolution s'explique principalement par la baisse des entrées de ressources au titre du fret (-31,6%), en lien avec la fermeture des frontières terrestres avec le Niger intervenue à partir du 30 juillet 2023 dans le cadre des sanctions prises par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) contre le régime militaire putschiste Nigérien (Conférence encadré 5 de l'annexe 5.6).

Encadré 4 : Taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF à FAB

Selon la structure de la balance des paiements du Bénin, l'élément le plus important de la composante des services est la rubrique « fret et assurance ». Le taux de fret global, appliqué aux importations CAF, permet d'estimer le montant total du fret et de l'assurance. Toutefois, compte tenu de la dynamique qui caractérise les échanges de marchandises au plan mondial, les montants de fret et d'assurance peuvent varier d'une période à une autre en fonction des modifications de la structure des échanges, de la volatilité des coûts des facteurs (les produits pétroliers notamment). En conséquence, il est important de procéder à des révisions du taux de fret et d'assurance, afin de rester cohérent avec la dynamique du commerce international des marchandises. Dans cette perspective et conformément aux recommandations du 6^e Manuel de la balance des paiements, la Banque Centrale procède périodiquement à l'actualisation du taux de fret utilisé dans les ajustements de balance des paiements. La dernière actualisation a été opérée en 2021, pour l'élaboration de la balance des paiements de l'année 2020.

La démarche de travail adoptée s'inspire de la note méthodologique validée à l'occasion de la réunion de la Cellule de réconciliation des données des échanges extérieurs des 24 et 25 septembre 2012 à Dakar, au Sénégal. Elle consiste en un processus de trois étapes qui se déclinent comme suit :

- évaluation de la structure des importations en volume par grands groupes de produits et par zone géographique à partir des statistiques officielles de 2015 à 2019 ;
- déduction des taux de fret par grands groupes de produits et/ou par zone géographique ;
- calcul du taux de fret global de 2019 comme une moyenne pondérée du fret et de l'assurance payés sur les marchandises au cours de la période allant de 2015 à 2019 et recensés dans la base de données du commerce extérieur.

Il ressort des travaux que le taux de fret global s'élèverait en moyenne à 12,2% des importations CAF en 2019 contre 11,5% en 2018. Le fret et l'assurance représenteraient désormais respectivement 11,9% et 0,3% des importations CAF contre 11,2% et 0,3% auparavant. La hausse du taux de fret de 0,7 point de pourcentage s'explique par l'augmentation des coûts des produits pétroliers enregistrée entre fin 2015 et 2019.

1.2.2. Voyages

Le poste « voyages » est ressorti en excédent de 121.093,9 millions en 2023 contre 108.575,4 millions un an plus tôt, en augmentation de 12.518,5 millions. La consolidation du solde excédentaire du poste « voyages » est porté aussi bien par les voyages à titre professionnel, qui ont progressé de +1.793,7 millions, que par les voyages à titre personnel qui se sont rehaussés de +10.724,8 millions.

Tableau 8 : Evolution du poste « voyages » de 2019 à 2023

Rubriques	2019	2020	2021	2022	2023	(en millions de FCFA)
Voyages	85 351,5	70 627,2	92 237,2	108 575,4	121 093,9	
à titre professionnel	53 371,2	61 821,6	72 137,3	90 111,8	91 905,5	
à titre personnel	31 980,3	8 805,5	20 099,9	18 463,6	29 188,4	

Source : BCEAO (Octobre 2024)

1.2.3. Autres services

Le déficit des autres services nets s'est renforcé de 58.917,0 millions d'une année à l'autre en relation avec les besoins de l'économie. Il est ressorti à 91.282,9 millions en 2023 contre 32.365,9 millions en 2022.

En 2023, le déficit des autres services nets est notamment imprimé par les services de télécommunications, d'informatique et d'information (-55.128,1 millions), ainsi que les services

de construction (-28.061,0 millions). Il a été quelque peu atténué par les services financiers dont le solde positif est ressorti à +7.167,4 millions grâce au dynamisme du secteur bancaire au Bénin, ainsi que par les exportations nettes de "biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs" (+4.328,6 millions).

Tableau 9 : Evolution du poste « autres services » de 2019 à 2023

Rubriques	(en millions de FCFA)				
	2019	2020	2021	2022	2023
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	4 097,0	78,5	0,0	0,0	-10 661,7
Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	-3 425,0	-3 266,5	-527,3	-6 165,6	-8 144,9
Travaux de construction	-29 796,0	-53 287,5	-28 858,4	-27 601,9	-28 061,0
Services financiers	30 373,5	23 153,8	6 070,5	6 101,2	7 167,4
Services d'assurance et de retraite	-3 537,9	-789,0	-1 089,1	-3 658,4	-748,9
Services de télécommunications, d'informatique et d'information	-55 885,3	-63 769,3	-66 948,0	-59 558,3	-55 128,1
Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	8 988,5	47 034,4	19 969,2	58 744,2	4 328,6
Divers autres services	4 048,5	-232,1	587,8	-227,1	-34,3
Total Autres services	-45 136,7	-51 077,8	-70 795,3	-32 365,9	-91 282,9

Source : BCEAO (Octobre 2024)

1.3. Compte de revenu primaire

Le solde du compte de revenu primaire demeure déficitaire, en raison principalement des dividendes versés aux actionnaires au titre des revenus des investissements étrangers ainsi que des intérêts payés sur les titres de créance, les autres investissements et la dette publique.

Tableau 10 : Evolution de la balance du revenu primaire et de ses composantes de 2019 à 2023

Postes	(en millions de FCFA, sauf mention contraire)				
	2019	2020	2021	2022	2023
Rémunérations des salariés	-1 151,2	3 906,6	6 447,7	6 259,5	4 038,9
Revenus des investissements	-40 330,5	-99 769,8	-147 025,1	-130 204,4	-171 349,6
<i>dont intérêts sur la dette publique</i>	-27 827,4	-70 550,9	-66 789,6	-88 474,6	-102 681,6
Autres revenus primaires	0,0	26 165,0	35 587,2	45 831,0	52 483,2
Balance du revenu primaire	-41 481,7	-69 698,2	-104 990,2	-78 113,8	-114 827,5
Balance revenu primaire / PIB (en %)	-0,5	-0,8	-1,1	-0,7	-1,0

Source : BCEAO (Octobre 2024)

En 2023, les sorties nettes de capitaux au titre du revenu primaire se sont établies à 114.827,5 millions (1,0% du PIB), en progression par rapport à l'année 2022 où elles avaient atteint 78.113,8 millions (0,7% du PIB). Cette évolution résulte notamment :

- des revenus nets versés (-72.779,8 millions) au titre des investissements directs, en relation avec la performance des entreprises bénéficiaires de flux d'investissements directs ;
- des intérêts nets reçus sur les investissements de portefeuille (+713,7 millions), liés aux intérêts reçus par les banques béninoises sur les titres de créance acquis sur le marché régional (+126.063,3 millions) qui excèdent les intérêts versés par l'Etat

- béninois sur les titres de créance émis acquis par des non-résidents, y compris les Eurobonds (+125.349,6 millions) ;
- des intérêts nets versés sur les autres investissements (-99.245,3 millions) en liaison avec les intérêts payés sur la dette extérieure publique bilatérale et multilatérale (-50.117,5 millions) ainsi que les intérêts versés par le secteur privé sur les emprunts à l'étranger.

Tableau 11 : Evolution de la balance des revenus des investissements et de ses composantes de 2019 à 2023

Postes	2019	2020	2021	2022	2023
Revenus des investissements directs	-11 160,6	-20 562,5	-53 252,1	-78 994,9	-72 779,8
Dont bénéfices réinvestis	-5 205,6	-4 918,5	-26 881,9	-38 362,1	-31 444,2
Revenus des investissements de portefeuille	11 044,8	-4 673,7	-24 937,1	21 469,1	675,6
Revenus des autres investissements	-40 214,7	-74 533,6	-68 836,0	-72 678,6	-99 245,3
Balance des revenus des investissements	-40 330,5	-99 769,8	-147 025,1	-130 204,4	-171 349,6

Source : BCEAO (Octobre 2024)

1.4. Compte de revenu secondaire

Le solde du compte de revenu secondaire maintient un profil excédentaire, en relation avec les envois de fonds des béninois résidents à l'étranger et les transferts reçus par les administrations publiques et les organismes privés dans le cadre de la coopération internationale.

Tableau 12 : Evolution de la balance du revenu secondaire et de ses composantes de 2019 à 2023

Postes	2019	2020	2021	2022	2023
Administration publique	49 429,0	107 607,8	48 668,3	-1 390,4	8 188,3
<i>dont coopération internationale</i>	49 505,1	107 781,0	48 885,8	-1 271,1	8 307,5
Autres secteurs	77 645,2	54 986,7	76 880,8	100 351,8	148 847,1
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	77 029,3	60 736,5	66 056,2	85 730,2	135 726,2
Balance revenu secondaire	127 074,2	162 594,5	125 549,1	98 961,4	157 035,4
Balance revenu secondaire/PIB (en %)	1,5	1,8	1,3	0,9	1,3

Source : BCEAO (Octobre 2024)

En 2023, le solde du revenu secondaire s'est élevé à 157.035,4 millions (1,3% du PIB), contre 98.961,4 millions (0,9% du PIB) une année plus tôt, en augmentation de 58.074,0 millions (+58,7%).

Cette évolution s'explique par l'amélioration des appuis budgétaires reçus par les administrations publiques (+9.578,7 millions) et une hausse des envois de fonds des travailleurs (+49.996,0 millions).

Au titre des transferts courants, les principaux donateurs du Bénin en 2023 sont l'Union Européenne, le Programme des Nations Unies pour le Développement et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation.

2. COMPTE DE CAPITAL

Le solde excédentaire du compte de capital s'est établi à 119.526,8 millions en 2023 contre 112.567,3 millions en 2022. Cette évolution résulte d'un accroissement des dons projets reçus par les administrations publiques.

Le compte de capital enregistre les transferts en capital ainsi que les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (les ressources naturelles, les contrats, baux et licences, les actifs de commercialisation etc.) entre résidents et non-résidents.

En 2023 le compte de capital a affiché un solde excédentaire de 119.526,8 millions (1,0% du PIB), en progression de 6.959,5 millions par rapport à 2022 où il s'était établi à 112.567,3 millions (1,0% du PIB). Cette évolution a été imprimée principalement par la hausse des transferts en capital reçus par les administration publiques (+43.594,0 millions).

Tableau 13 : Evolution des opérations en capital de 2019 à 2023

(en millions de FCFA, sauf mention contraire)

Postes	2019	2020	2021	2022	2023
Transferts en capital	116 301,0	100 541,9	146 682,4	115 257,3	152 407,3
Administration publique	74 849,0	64 015,9	102 751,7	71 592,3	115 186,3
<i>dont remises de dettes</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	41 452,0	36 526,0	43 930,7	43 665,0	37 221,0
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	3,1	-38,9	-2 841,2	-2 690,0	-32 880,5
Solde du compte de capital	116 304,1	100 503,0	143 841,2	112 567,3	119 526,8
Solde du compte de capital/PIB (en %)	1,4	1,1	1,5	1,0	1,0

Source : BCEAO (Octobre 2024)

Les transferts en capital consistent essentiellement en des dons liés aux projets initiés par le Gouvernement en partenariat avec des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales, notamment dans le domaine de la bonne gouvernance, de l'agriculture, de l'adduction en eau potable, de l'accès à l'énergie et de la protection de l'enfance. Ces transferts proviennent notamment de la Banque Mondiale, de la Coopération suisse, du Programme des Nations Unies pour le Développement, de l'Union Européenne, de l'Agence Française de Développement, de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Fonds international de développement agricole, pour divers projets en cours de mise en œuvre.

3. COMPTE FINANCIER

Le compte financier a dégagé un passif net de 448.669,3 millions en 2023 contre 514.763,8 millions en 2022.

Le compte financier, présenté selon l'optique analytique de la BCEAO, retrace les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents. Il décrit comment le besoin ou la capacité de financement de l'économie a été couvert ou utilisée.

En 2023, le compte financier⁷ a enregistré des entrées nettes de capitaux de 448.669,3 millions contre 514.763,8 millions en 2022. Cette diminution d'une année à l'autre des flux financiers nets reçus résulte d'un recul des mobilisations de ressources au titre des investissements de portefeuille (-124.309,8 millions) en dépit de la hausse des entrées de ressources au titre des investissements directs (+55.632,1 millions) et des autres investissements (+2.583,2 millions).

Tableau 14 : Evolution du compte financier de 2019 à 2023

(en millions de FCFA)

Postes	2019	2020	2021	2022	2023
Investissements directs	-111 950,8	-87 576,1	-168 092,3	-205 199,3	-260 831,4
Investissements de portefeuille	-125 030,9	-76 436,5	-503 763,7	-176 949,9	-52 640,1
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-25 607,8	-197 743,8	-188 809,4	-132 614,6	-135 197,8
Solde du compte financier	-262 589,5	-361 756,4	-860 665,3	-514 763,8	-448 669,3
Solde du compte financier/PIB	-3,1	-4,0	-8,8	-4,7	-3,8

Source : BCEAO (Octobre 2024)

3.1. Investissements directs

Les entrées nettes d'investissements directs se sont établies à 260.831,4 millions en 2023 contre 205.199,3 millions en 2022, en amélioration de 55.632,1 millions. Cette progression est imputable aux investissements nets en capital social qui ont progressé pour atteindre 51.351,6 millions après 13.549,7 millions en 2022 et dans une moindre mesure aux entrées nettes d'instruments de dette qui se sont renforcées pour s'établir à 209.479,8 millions après 191.649,6 millions enregistré en 2022.

Ces évolutions sont à mettre en relation avec le renforcement des fonds propres des banques, les entrées de ressources utilisées pour la construction du Pipeline Export Niger-Bénin, l'exécution des projets de construction d'infrastructures publiques, l'installation d'investisseurs étrangers dans la Zone industrielle Spéciale de Glo-Djigbé, ainsi qu'aux performances enregistrées dans les secteurs de l'économie.

⁷ Compilé suivant l'optique BCEAO.

Les principaux secteurs bénéficiaires des investissements directs sont les « Transports et entreposage » (76,1%), l' «Intermédiation financière, assurance et retraite » (11,5%), l'« Industrie manufacturière » (4,9%), la construction (2,9%) et la Communication (2,4%).

La Chine (75,4%), le Togo (7,9%), la France (7,0%), la Côte d'Ivoire (5,6%) et le Emirates arabes Unies (4,3%) sont les principaux pourvoyeurs des flux d'investissements directs nets au Bénin en 2023. En revanche, des replis d'investissements directs issus du Sénégal (-5,3%), du Niger (-2,4%) et du Nigéria (-2,3%) ont été notés (Cf. annexe 4).

3.2. Investissements de portefeuille

Les flux financiers nets reçus au titre des investissements de portefeuille sont évalués à 52.640,1 millions en 2023 contre 176.949,9 millions une année plus tôt. Cette évolution s'explique notamment par les émissions de titres réalisées par l'Administration publique, qui se sont traduites vis-à-vis des investisseurs non-résidents par une mobilisation nette par le canal des obligations (+95.528,3 millions en 2023 contre +160.354,6 millions en 2022) et des bons de trésor (+4.621 millions en 2023 contre 17.000 millions en 2022).

3.3. Autres investissements

Les autres investissements nets se sont soldés par un passif net de 135.197,8 millions en 2023 contre 132.614,6 millions une année plus tôt, en hausse de +2.583,2 millions. Cette évolution est notamment imprimée par les sorties nettes de ressources au titre des crédits commerciaux et avances consentis aux non-résidents par les « sociétés non financières, les ménages et ISBLSM », malgré la consolidation des mobilisations réalisées par l'Administration Centrale auprès de ses partenaires bilatéraux et multilatéraux.

En effet, les tirages de l'Administration Centrale sont ressortis à 418.227,3 millions en 2023 contre 297.904,0 millions en 2022, en accroissement de 40,4%. Les ressources ont été mobilisées principalement auprès de la Banque Mondiale (+199.960,0 millions), de la Banque Islamique de Développement (+51.217,5 millions), de la Banque Africaine de Développement (+33.450,0 millions) et de la Banque Européenne d'Investissement (+26.486 millions). Elles ont été affectées au financement de projets et programmes de développement dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de l'eau, de l'éducation, du Tourisme et de l'agriculture.

En ce qui concerne les autres secteurs, les transactions enregistrées au titre des autres investissements se sont traduites par des avoirs nets de 283.029,5 millions vis-à-vis des non-résidents. Ces avoirs sont constitués de numéraires et dépôts (3.911,1 millions) et de crédits commerciaux et avances accordés aux non-résidents (297.807,5 millions). En revanche, les autres secteurs ont accru leurs engagements vis-à-vis des prêteurs non-résidents (18.240,7 millions).

4. CAPITAUX MONETAIRES

En 2023, les transactions économiques se sont soldées par un déficit des avoirs extérieurs nets des Institutions Monétaires de 417.112,5 millions après un excédent de 9.653,2 millions enregistrés en 2022. Cette évolution porte l'empreinte de la baisse des mobilisations de ressources extérieures.

Les flux générés par les opérations courantes et les mouvements de capitaux non monétaires déterminent le solde global de la balance des paiements. Ils retracent de façon agrégée l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les avoirs et engagements extérieurs du secteur monétaire.

Ainsi, une variation négative des actifs extérieurs nets (AEN) du système bancaire correspond à un déficit de la balance des paiements tandis qu'une amélioration des actifs extérieurs nets traduit un excédent.

4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale sont en recul de 392.054,5 millions entre 2022 et 2023 pour ressortir à -563.612,5 millions, en liaison avec, d'une part, la baisse des actifs extérieurs (-545.469,6 millions) et, d'autre part, le repli des engagements extérieurs (-153.415,0 millions).

Au total, l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale se présente comme suit.

Tableau 15 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale de 2019 à 2023

RUBRIQUES	2019	2020	2021	2022	2023
AVOIRS	600 119,0	850 080,6	962 638,3	814 263,7	268 794,1
Position de réserve	13 105,8	5 173,6	20 899,9	10 139,4	12 466,9
DTS détenus	59 954,9	222 404,3	328 299,7	324 776,5	131 446,1
Avoirs en devises	527 058,3	622 502,7	613 438,7	479 347,8	124 881,1
ENGAGEMENTS	286 055,3	589 785,0	818 509,5	985 821,6	832 406,6
Recours au crédit du FMI	106 576,4	257 343,1	261 251,5	436 855,0	538 419,9
Allocation de DTS	47 164,3	45 946,4	144 346,0	146 145,8	142 193,5
Banques et Institutions étrangères	132 314,6	286 495,5	412 911,9	402 820,8	151 793,2
Autres engagements en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres dépôts étrangers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts à exécuter	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AVOIRS EXTERIEURS NETS (1)	314 063,7	260 295,6	144 128,8	-171 558,0	-563 612,5

Source : BCEAO (Octobre 2024)

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagements nets

La diminution des avoirs extérieurs en 2023 provient de la baisse des droits de tirages spéciaux détenus (-193.330,3 millions) et des autres actifs extérieurs (-354.466,7 millions)

conjuguée avec la hausse de la position de réserve au FMI (+2.327,4 millions). Quant aux engagements extérieurs, ils sont ressortis en recul de 153.415,0 millions en 2023, sous l'effet conjoint de la réduction des engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères (-251.027,6 millions), la baisse des allocations de DTS obtenues (-3.952,3 millions) et l'accroissement des recours au crédit du FMI (+101.564,9 millions).

4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des institutions de dépôts autres que la Banque Centrale, constituées des banques, s'est dégradée de 25.058,0 millions, en passant de 2.318.438,0 millions en 2022 à 2.293.380,0 millions en 2023. Les avoirs des banques locales sont essentiellement placés dans les autres Etats de l'Union, à travers l'acquisition des titres sur le marché régional.

Tableau 16 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires

POSTES	2019	2020	2021	2022	2023
AVOIRS	1 282 838,0	1 584 932,0	2 340 618,0	2 677 588,0	2 643 905,0
Banques	1 282 838,0	1 584 932,0	2 340 618,0	2 677 588,0	2 643 905,0
Autres institutions monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ENGAGEMENTS	364 158,0	305 463,0	347 520,0	359 150,0	350 525,0
Banques	364 158,0	305 463,0	347 520,0	359 150,0	350 525,0
Autres institutions monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE (1)	918 680,0	1 279 469,0	1 993 098,0	2 318 438,0	2 293 380,0

Source : BCEAO (Octobre 2024)

Par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagements nets

4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des autres institutions monétaires

Au total, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont ressortis en baisse de 417.112,5 millions en 2023 contre une hausse de 9.653,2 millions en 2022. Cette évolution porte l'empreinte du repli des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale de 392.054,5 millions et celui des banques de 25.058,0 millions.. L'évolution de la variation des avoirs extérieurs nets totaux se présente comme suit.

Tableau 17 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux

RUBRIQUES	2019	2020	2021	2022	2023
1. Variation des AEN du secteur bancaire	157 538,0	360 789,0	713 629,0	325 340,0	-25 058,0
2. Variation des AEN de la Banque Centrale	-109 106,1	-53 768,1	-116 166,7	-315 686,8	-392 054,5
Solde monétaire (1+2) (a)	48 431,9	307 020,9	597 462,3	9 653,2	-417 112,5
Contrepartie de réévaluations (b)	0,0	3 327,8	-2 444,5	-3 055,1	-11 798,5
Solde global de la balance des paiements (a+b)	48 431,9	303 693,1	599 906,8	12 708,3	-405 314,0

Source : BCEAO (Octobre 2024)

5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

L'année 2023 a été marquée par une progression de 20,2% du passif net de la Position Extérieure Globale, ressortie à 5.247.029,5 millions contre 4.366.447,6 millions, un an plus tôt.

La Position Extérieure Globale (PEG) est un état de patrimoine qui retrace, de manière aussi exhaustive que possible, le stock des actifs financiers et des engagements des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents. Au 31 décembre 2023, la Position Extérieure Globale du Bénin dégage un passif net de 5.247.029,5 millions contre 4.366.447,6 millions au 31 décembre 2022. Cette évolution reflète une augmentation des engagements extérieurs plus forte, comparativement aux actifs financiers extérieurs, consécutive à une hausse des tirages de ressources extérieures, des investissements directs et des investissements de portefeuille.

Tableau 18 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin

Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période
Stock d'actifs financiers (A)	4 535 127,5	-23 414,4	4 314 490,2
Investissements directs	376 864,1	0,0	384 756,6
Investissements de portefeuille	2 306 998,3	0,0	2 293 407,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	1 037 001,4	0,0	1 367 532,0
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	205 380,1	0,0	220 616,2
Prêts	506 237,9	0,0	521 958,7
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	318 861,0	0,0	617 432,1
Autres comptes à payer/à recevoir	6 522,3	0,0	7 524,9
Avoirs de réserve	814 263,7	-23 414,4	268 794,1
Or monétaire	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	324 776,5	-3 653,6	131 446,1
Position de réserve au FMI	10 139,4	-19 760,8	12 466,9
Autres avoirs de réserve	479 347,8	0,0	124 881,1
Stocks de passifs financiers (B)	8 901 575,0	3 184,2	9 561 519,6
Investissements directs	2 343 005,9	0,0	2 611 729,9
Investissements de portefeuille	2 167 864,3	0,0	2 268 275,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	4 390 704,8	3 184,2	4 681 514,3
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	295 488,0	0,0	307 046,1
Prêts	3 456 618,6	7 136,5	3 986 935,3
Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	134 037,0	0,0	134 800,6
Autres comptes à payer/à recevoir	358 415,4	0,0	110 538,7
Droits de tirage spéciaux	146 145,8	-3 952,3	142 193,5
Position extérieure globale (A) - (B)	-4 366 447,6	-26 598,6	-5 247 029,5

Source : BCEAO (Octobre 2024)

5.1. Variation de la Position Extérieure Globale

Durant l'année 2023, les avoirs des résidents vis-à-vis des non résidents ont baissé (-4,9%) et leurs engagements se sont accrus (+7,4%), situant le passif net à 5.247.029,5 millions à fin décembre 2023 contre 4.366.447,6 millions une année plus tôt.

Ainsi, à l'actif le stock s'est établi à 4.314.490,2 millions au 31 décembre 2023 contre 4.535.127,5 millions une année plus tôt, en liaison notamment avec la progression des crédits commerciaux et avances (+93,6%), des dépôts (7,4%), des prêts (+3,1%), des investissements directs (+2,1%) et de la baisse des avoirs de réserve (-67,0%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume se chiffrent à - 23.414,4 millions.

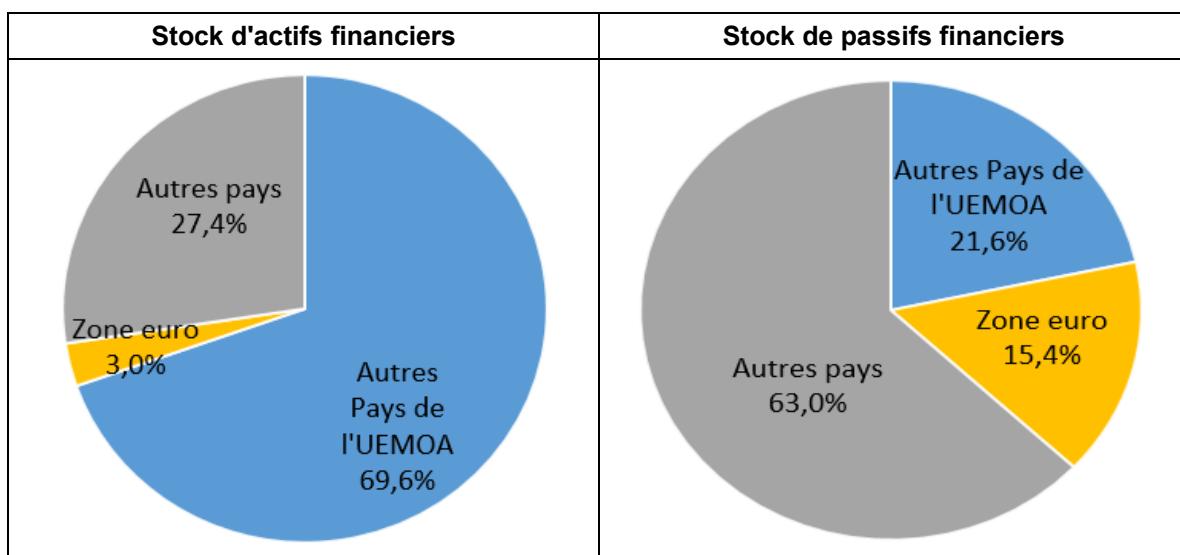
Au passif, l'encours des engagements est ressorti à 9.561.519,6 millions à fin 2023 contre 8.901.575,0 millions un an plus tôt. Son accroissement, de l'ordre de 7,4%, est principalement porté par les emprunts extérieurs (+15,3%), les investissements directs (+11,5%), les investissements de portefeuille (+4,6%) et la baisse des droits de tirage spéciaux (-2,7%). Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume sont évalués à 3.184,2 millions. Ils sont essentiellement liés aux variations du taux de change sur l'encours de la dette extérieure et sur les droits de tirage spéciaux.

5.2. Ventilation géographique de la position extérieure globale

La ventilation géographique des actifs financiers fait ressortir la prédominance des autres pays de l'UEMOA à hauteur de 69,6%, suivis des autres pays (27,4%). Ces actifs sont détenus sous forme d'investissements de portefeuille (53,2%), notamment les titres publics acquis sur le marché régional de la dette publique, et de crédits commerciaux et avances (14,3%). Ils sont également constitués de prêts (12,1%) et d'avoirs de réserve (6,2%).

Les engagements financiers sont contractés à la fois auprès des autres pays (63,0%), des pays de l'UEMOA (21,6%) et de la Zone euro (15,4%). Ils se composent d'emprunts (41,7%), d'investissements de direct (27,3%) et d'investissements de portefeuille (23,7%).

Graphique 10 : Ventilation géographique de la PEG en 2023



Source : BCEAO (Octobre 2024)

6. DETTE EXTERIEURE BRUTE TOTALE

L'année 2023 a été marquée par une augmentation de la dette extérieure brute totale, ressortie à 8.602.814,6 millions contre 7.683.809,8 millions, un an plus tôt.

La dette extérieure brute⁹ est égale, à toute date donnée, à la position des passifs courants effectifs, non conditionnels, qui comportent l'obligation pour le débiteur d'effectuer un ou plusieurs paiements en remboursement du principal et/ou de verser des intérêts à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des non résidents par des résidents d'une économie.

6.1. Encours de la dette extérieure brute totale

Au 31 décembre 2023, la dette extérieure brute du Bénin se chiffre à 8.602.814,6 millions contre 7.862.779,9 millions au 31 décembre 2022, en hausse de 740.034,7 millions soit +9,4% en variation relative. En termes de maturité, la dette de court terme représente 8,0% contre 92,0% pour la dette de long terme. La dette extérieure a été contractée par le secteur public (Administration publique et Banque Centrale) à hauteur de 70,5% contre 29,5% pour le secteur privé (y compris les autres institutions de dépôt). La dette extérieure brute totale du secteur public est essentiellement de long terme.

Rapporté au produit intérieur brut, la dette extérieure brute totale représente 72,1% à fin décembre 2023 contre 72,4% à fin décembre 2022.

Tableau 19 : Evolution de la dette extérieure brute du Bénin

	2019	2020	2021	2022	2023	Proportion ** (%)	Poids dans la dette** totale (%)
Dette extérieure du secteur public*	2 735 566,5	3 714 581,7	4 848 139,1	5 687 007,5	6 066 769,1	100,0	70,5
Court terme	142 206,6	291 539,5	412 911,9	419 820,8	175 494,2	2,9	2,0
Long terme	2 593 359,9	3 423 042,2	4 435 227,2	5 267 186,7	5 891 274,9	97,1	68,5
Dette extérieure du secteur privé non garantie par le secteur public	1 563 195,5	1 608 401,8	1 913 409,1	2 175 772,3	2 536 045,5	100,0	29,5
Court terme	283 720,0	280 858,5	454 909,0	506 495,7	509 195,2	20,1	5,9
Long terme	1 279 475,5	1 327 543,3	1 458 500,2	1 669 276,7	2 026 850,4	79,9	23,6
Position de la dette extérieure brute	4 298 761,9	5 322 983,5	6 761 548,2	7 862 779,9	8 602 814,6	100,0	100,0
Court terme	425 926,6	572 398,1	867 820,9	926 316,5	684 689,3	8,0	8,0
Long terme	3 872 835,3	4 750 585,4	5 893 727,4	6 936 463,4	7 918 125,3	92,0	92,0
PIB nominal	8 432 247,5	9 008 810,0	9 809 694,0	10 854 508,1	11 934 896,2		
Poids de la dette extérieure publique (en % du PIB)	30,3	37,5	43,7	52,4	50,8		
Poids de la dette extérieure brute totale (en % du PIB)	51,0	59,1	68,9	72,4	72,1		

Source : BCEAO (Octobre 2024) *y compris la dette de la Banque Centrale ** Moyenne sur la période 2018-2022

⁹ L'évaluation de la dette extérieure brute totale s'explique par la nécessité pour les décideurs, les marchés financiers et autres utilisateurs de statistiques de disposer d'informations complètes, fiables et comparables à l'échelle internationale. Les engagements au titre de la dette extérieure étant assortis d'une obligation de paiements ultérieurs, ils peuvent créer des situations qui rendent une économie vulnérable à des problèmes d'insolvabilité et de liquidité. En outre, l'expérience montre que la vulnérabilité extérieure peut avoir des répercussions économiques généralisées, et pas seulement sur l'économie initialement touchée, d'où la nécessité de quantifier et d'assurer un suivi de l'endettement extérieur (Cf. manuel méthodologique du Fonds Monétaire International).

Enfin, il convient de rappeler qu'il existe une différence méthodologique de comptabilisation de la dette extérieure entre l'approche recommandée par le Fonds Monétaire International (**basée sur la résidence du prêteur**), mise en œuvre pour le calcul des statistiques analysées dans ce rapport, et la méthodologie utilisée par la Caisse Autonome de Gestion de la Dette (**basée sur la monnaie**). A titre d'exemple, les prêts libellés en francs CFA obtenus par le Gouvernement du Bénin auprès de la BOAD sont classés par la Caisse Autonome de Gestion de la Dette comme une dette publique intérieure contrairement à la méthodologie du FMI qui considère qu'il s'agit d'une dette publique extérieure.

6.2. Composition de la dette extérieure brute totale

La composition par terme et par instrument financier est analysée suivant la nature institutionnelle du débiteur. Les données détaillées sont retracées à l'annexe 9 du document.

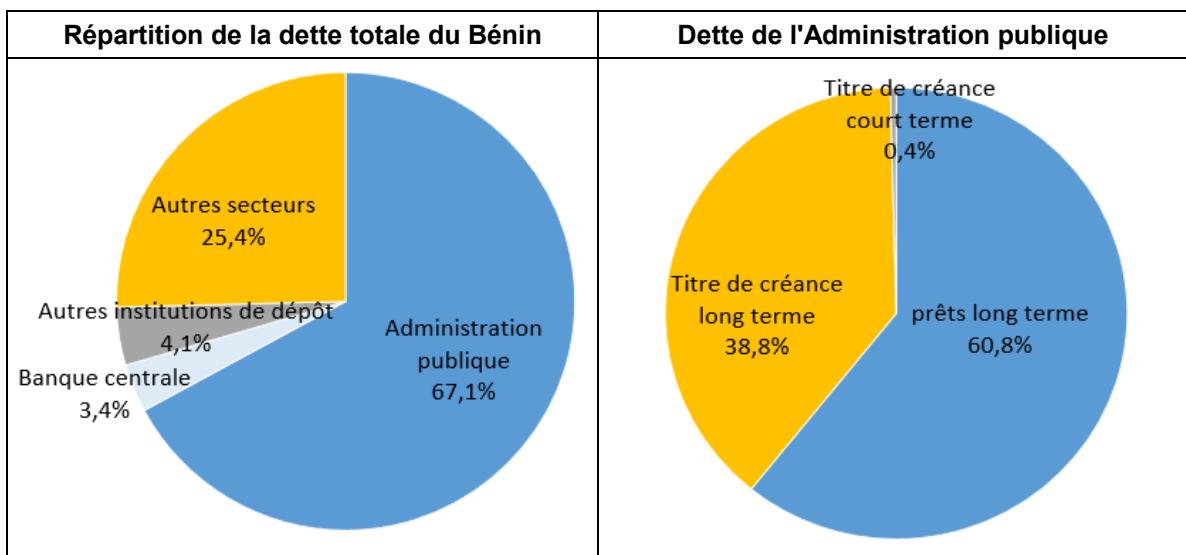
En ce qui concerne l'Administration publique, la dette extérieure brute est essentiellement constituée de prêts (60,8% du total de l'Administration publique) et de titre de créance (38,8%) de long terme. Les graphiques ci-dessous indiquent le poids de l'Administration publique dans la dette totale. La dette extérieure brute de l'Administration publique représente 50,8% du produit intérieur brut à fin décembre 2023 contre 52,4% à fin décembre 2022.

Quant à la Banque Centrale, sa dette porte sur des droits de tirages spéciaux (48,4% du total de la dette de la Banque Centrale), qui sont un instrument de long terme, des numéraires et dépôts (18,3%) et d'autres passifs sous forme de dette (33,3%) à court terme.

Les autres institutions de dépôt ont davantage des engagements à court terme. Leur dette extérieure est constituée de numéraire et dépôts (58,6%) et de prêts (20,2%) pour le court terme. En ce qui concerne le long terme, la dette est contractée principalement sous forme de numéraires et dépôts (13,6%) et de prêts (5,3%).

Les autres secteurs se sont endettés vis-à-vis des non résidents par le canal des emprunts (22,7%) et des crédits commerciaux (19,4%) à court terme. A long terme leur dette est constituée principalement d'emprunts (50,9%). Quant aux prêts interentreprises au titre des investissements directs, ils représentent 18,2% du total de la dette extérieure brute du Bénin et sont composés pour l'essentiel de passifs sous forme de dette des entreprises d'investissement direct envers les investisseurs directs.

Graphique 11 : Poids de l'Administration publique dans la dette extérieure brute totale du Bénin



Source : BCEAO (Octobre 2024)

CONCLUSION

Les échanges extérieurs du Bénin en 2023 se sont déroulés dans un contexte international marqué par la poursuite du ralentissement économique observé en 2022 et le durcissement des conditions financières par les banques centrales en réponse à la crise inflationniste mondiale. Les estimations des services officiels situent le taux de croissance économique à 6,4% en 2023 contre une réalisation de 6,3% une année plus tôt.

Ces échanges se sont traduits par un déficit du solde global de la balance des paiements de 405.314,0 millions, à la suite de l'excédent de 12.708,3 millions enregistré au titre de l'année 2022. Ce solde global déficitaire résulte notamment d'une dégradation du déficit des transactions courantes et de capital plus importante que l'accroissement de l'excédent du compte financier.

En effet, le déficit structurel du solde des transactions courantes, rapporté au PIB, s'est renforcé en ressortant à 8,2% en 2023 contre 5,7% une année plus tôt, en relation avec une forte progression des importations nettes de services (+171,1%) et un accroissement des paiements nets de revenus primaires (+47,0%) faiblement contenues par l'amélioration des entrées nettes de ressources au titre des revenus secondaires (+58,7%) et du compte de capital (+6,2%).

La balance commerciale a été marquée par une progression des importations de biens (+3,9%) moins importante que celle des exportations de biens (+6,1%), ayant induit une diminution du déficit commercial (-8,4%) en 2023. Cette évolution résulte principalement de l'effet conjugué du repli des importations de biens intermédiaires (-14,8%) en lien avec la fin de l'exécution physique au troisième trimestre 2023 des travaux de construction du Pipeline Niger-Bénin, du recul des importations de produits énergétiques (-9,1%) et d'une hausse des importations de biens d'équipements (+43,6%) utilisés dans l'installation des usines au sein de la Zone industrielle spéciale de Glo-Djigbé. En ce qui concerne l'accroissement des exportations, il s'explique par une hausse fulgurante des ventes à l'étranger de noix de cajou (+229,6%) et de soja (+889,9%) en lien avec les activités de la GDIZ.

Le solde du revenu primaire s'est creusé de 47,0% en 2023 pour s'établir à -114.827,5 millions, en relation avec la progression des revenus nets payés aux non-résidents au titre des revenus des investissements (+41.145,2 millions).

Au niveau des flux financiers, les entrées nettes de capitaux s'établissent à 3,8% du PIB contre 4,7% en 2022, principalement sous l'effet du reflux des émissions de titres de créance par les administrations publiques (-43,5%) atténué par l'amélioration des investissements directs étrangers reçus (+27,1%) et les tirages publics effectués (+40,4%). Les entrées nettes d'investissements directs sont ressorties à 260.831,4 millions (2,2 % du PIB), en hausse de 27,1% par rapport à 2022 où ils s'étaient établis à 205.199,3 millions (1,9% du PIB).

Afin de contenir l'aggravation du déficit structurel du compte courant et de renforcer les entrées de ressources au niveau du compte financier, les actions de politique économique ci-après sont recommandées. Il s'agit notamment :

A l'endroit du Gouvernement

- Poursuivre le programme d'industrialisation du Bénin, en particulier dans la transformation des produits agricoles et la production d'emballages ;
- Accélérer les réformes visant l'amélioration de l'environnement des affaires ;

- Intensifier l'appui de l'ADPME aux PME/PMI notamment agricoles et celles fournissant des services spécialisés (informatique, télécommunication, maintenance, ...);
- Poursuivre la promotion d'industries culturelles et touristiques, à travers le renforcement de l'attractivité des sites touristiques et l'amélioration de la qualité des œuvres artistiques et culturelles.

A l'endroit du secteur privé

- Se positionner sur les opportunités offertes par le Gouvernement, en investissant notamment dans la zone économique spéciale de Glo-Djigbé ;
- Encaisser et rapatrier les recettes d'exportation conformément aux dispositions du Règlement des relations financières extérieures.

A l'endroit de la BCEAO

- Poursuivre et renforcer auprès des entreprises concernées, les actions permettant le rapatriement intégral des recettes d'exportation ;
- Améliorer, en relation avec les acteurs nationaux, l'efficacité du dispositif de financement des PME/PMI.

Encadré 5 : Principales initiatives publiques en rapport avec les recommandations des rapports antérieurs

Cet encadré retrace les principales actions initiées par le Gouvernement en lien avec les recommandations formulées dans les précédents rapports de présentation des statistiques des comptes extérieurs du Bénin.

1. Diversification agricole

Dans l'objectif d'impulser la diversification agricole, le Gouvernement conduit divers projets dont le projet d'Appui au Développement Agricole et à l'Accès aux Marchés Agricoles Régionaux (41 milliards de FCFA), le Projet d'Appui à la Compétitivité des Filières Agricoles et à la Diversification des Exportations (94 milliards de FCFA) et le Projet de Développement des Aménagements Hydro-agricoles dans les Vallées (94 milliards de FCFA). Ces projets sont soutenus par des actions de développement des filières agricoles à haute valeur ajoutée, notamment l'anacarde, l'ananas, le palmier à huile et le riz.

2. Renforcement de l'environnement des affaires

Un dispositif de promotion des investissements a été mis en place depuis 2017 et permet la rationalisation du cadre institutionnel et réglementaire de promotion des investissements au Bénin. Au plan stratégique, un Comité interministériel de promotion des investissements a été créé pour améliorer la concertation gouvernementale sur les questions liées au climat des affaires et apporter des réponses coordonnées aux besoins et attentes exprimées par les investisseurs. Au plan opérationnel, l'Agence pour la promotion des investissements et des exportations (APIEX) a fait l'objet d'une restructuration pour devenir la porte unique d'entrée des investisseurs et la vitrine de la promotion des investissements et des exportations au Bénin. Une zone économique spéciale a été mise en place à Glo-Djigbé pour accélérer la transformation industrielle du Bénin, ainsi qu'un Système d'Information Portuaire pour l'optimisation des procédures et la réduction des coûts des opérations au niveau du Port Autonome de Cotonou. Par ailleurs, la passation des marchés publics a été digitalisée (e-procurement) et les cours d'Appel de commerce et les autres tribunaux de commerce ont été opérationnalisés, dans un contexte de dématérialisation générale des services publics.

Dans le domaine du foncier, la procédure de délivrance de titres fonciers a été dématérialisée à la suite de la prise de la loi modificative n°2017-15 du 10 août 2017 qui permet de raccourcir les délais d'obtention des titres de propriété et, dans le cas des investisseurs étrangers, de lever les contraintes d'acquisition d'actifs immobiliers. L'Agence Nationale du Domaine et du Foncier (ANDF) a réalisé un certain nombre d'actions concernant la mise en ligne du cadastre de Cotonou ; la mise en place de casiers pour les notaires (qui permet à ces derniers de voir l'état d'avancement de leur demande) et la fixation des délais de délivrance des actes des transferts de propriété. Par ailleurs, l'Assemblée nationale a adopté, le 4 octobre 2022, la loi n°2022-16 portant création de la Cour spéciale des affaires foncières. Le texte vise à favoriser l'accès à une justice plus professionnelle, plus équitable et plus crédible dans le domaine foncier.

3. Recours au Partenariat public-privé

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets de construction d'infrastructures inscrits dans son Programme d'Actions, le Gouvernement a opté pour un partenariat public-privé (PPP) avec des sociétés privées de construction. Sa mise en œuvre repose sur le cadre juridique et réglementaire des PPP définit par la loi n°2024-30 du 23 juillet 2024 portant cadre juridique du partenariat public-privé en République et les décrets d'application pris par le Gouvernement. L'opérationnalisation du cadre institutionnel, grâce notamment à l'assistance technique de la Banque mondiale, est effectif. L'analyse des options de financements des projets du PAG a permis de mettre en place un catalogue de projets PPP. En accord avec les meilleures pratiques à l'international, le Gouvernement veille à ce que : (i) les investissements liés aux PPP soient intégrés dans les documents budgétaires et les statistiques de finances publiques ; et (ii) les passifs relatifs aux PPP soient évalués et annexés dans la loi de finance. Les risques budgétaires liés à ces projets PPP sont analysés par une unité de gestion des risques budgétaires créée au Ministère de l'Economie et des Finances.

4. Reprofilage de la dette publique

Dans le cadre de la gestion de la dette publique, une opération de reprofilage a été initiée par le Gouvernement. Elle a permis de financer le rachat de certains crédits de court terme contractés auprès de créanciers locaux à des coûts élevés par des emprunts à long terme obtenus auprès de créanciers internationaux à des taux d'intérêt plus favorables.

ANNEXES

Annexe 1 : Balance des paiements 2023, optique BCEAO

*Annexe 2 : Balance des paiements 2023 en termes de transactions,
présentation standard*

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2023

*Annexe 4 : Répartition des IDE reçus par secteurs d'activités (flux
nets) en 2023*

Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2023

Annexe 6 : Evolution des exportations de biens

Annexe 7 : Evolution des importations de biens

Annexe 8 : Ventilation géographique de la PEG en 2023

Annexe 1 : Balance des Paiements 2023 (optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	3 194 553,9	4 170 384,7	-975 830,9
011000_1_B_N_N_E	... - Biens et services	2 736 772,8	3 754 811,5	-1 018 038,8
110000_1_B_N_N_E	.... - Biens	2 457 043,8	2 820 301,3	-363 257,6
111000_1_B_N_N_E	..... - Marchandises générales, base balance des paiements	2 453 499,8	2 820 301,3	-366 801,6
11100z_1_B_N_N_E	..... - Dont : Réexportations	1 206 642,4	0,0	1 206 642,4
112000_1_B_N_N_E	..... - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
113000_1_B_N_N_E	..... - Or non monétaire	3 544,0	0,0	3 544,0
120000_1_B_N_N_E	.... - Services	279 729,0	934 510,2	-654 781,2
123000_1_B_N_N_E	..... - Transport	78 163,1	383 051,2	-304 888,1
12311z_1_B_N_N_E	..... - Fret	69 773,4	355 307,5	-285 534,1
124000_1_B_N_N_E	..... - Voyages	152 255,0	31 161,1	121 093,9
12E000_1_B_N_N_E	..... - Autres services	49 311,0	520 297,9	-470 987,0
130000_1_B_N_AL_E	... - Revenu primaire, dont	208 703,2	323 530,7	-114 827,5
131000_1_B_N_AL_E	.... - Rémunération des salariés	14 971,5	10 932,7	4 038,9
300000_3_B_N_AL_E	.... - Revenus des investissements	131 797,6	303 147,2	-171 349,6
140000_2_B_AL_AL_E	... - Revenu secondaire	249 077,9	92 042,5	157 035,4
140000_2_B_GG_AL_E	.... - Administrations publiques	27 693,6	19 505,4	8 188,3
144000_2_B_GG_AL_E	.... - Coopération internationale courante	27 693,6	19 386,1	8 307,5
140000_2_B_OS_AL_E	.... - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	221 384,3	72 537,2	148 847,1
146000_2_B_OS_AL_E	..... - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	190 407,2	54 681,0	135 726,2
14600z_2_B_OS_AL_E	..... - Envois de fonds des travailleurs	190 407,2	54 681,0	135 726,2
147000_2_B_OS_AL_E	..... - Autres transferts courants	30 977,1	17 856,2	13 120,9
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	156 490,1	36 963,2	119 526,8
210000_2_B_AL_AL_E	... - Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	1,8	32 882,2	-32 880,5
220000_2_B_AL_AL_E	... - Transferts de capital	156 488,3	4 081,0	152 407,3
220000_2_B_GG_AL_E	.... - Administration publique	115 186,3	0,0	115 186,3
221000_2_B_GG_AL_E	.... - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	.... - Autres transferts de capital	115 186,3	0,0	115 186,3
220000_2_B_OS_AL_E	.... - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	41 302,0	4 081,0	37 221,0
221000_2_B_OS_AL_E	.... - Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	.... - Autres transferts de capital	41 302,0	4 081,0	37 221,0
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	358 515,3	807 184,6	-448 669,3
310000_4_N_AL_AL_E	... - Investissement direct	7 892,5	268 723,9	-260 831,4
311000_4_N_AL_AL_E	... - Titres de participation et parts de fonds de placement	7 767,6	59 119,2	-51 351,6
312000_4_N_AL_AL_E	... - Instruments de dette	124,9	209 604,7	-209 479,8

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
320000_4_N_AL_AL_E	. . . - Investissements de portefeuille	47 771,1	100 411,3	-52 640,1
321000_4_N_AL_AL_E	. . . . - Titres de participation et parts de fonds de placement	8,0	262,0	-254,0
322000_4_N_AL_AL_E	. . . . - Titres de créance	47 763,2	100 149,3	-52 386,1
330000_4_N_AL_AL_E	. . . - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	. . . - Autres investissements	302 851,6	438 049,5	-135 197,8
341000_4_N_AL_AL_E	. . . . - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
348000_4_AL_AL_E	Autres titres de créance (ATC)	302 851,6	438 049,5	-135 197,8
348000_4_GG_AL_E	-- ATC Administrations publiques	0,0	418 227,3	-418 227,3
348000_4_OS_AL_E	-- ATC Autres secteurs	302 851,6	19 822,2	283 029,5
348000_4_FC_AL_E	---- ATC Autres sociétés financières	4 400,1	2 903,7	1 496,5
348000_4_NC_AL_E	---- ATC Sociétés non financières	298 451,5	16 918,5	281 533,0
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-3 548 266,8	-3 550 587,5	2 320,7
6000000_1_B_N_N_E	Solde global	-555 738,2	-150 424,2	-405 314,0
	Réévaluations et autres flux non transactionnels	-23 414,4	-11 615,8	-11 798,6
349000_4_AL_AL_E	Avoirs et engagements extérieurs	579 152,6	162 040,0	417 112,5
349000_4_CB_AL_E	-- Avoirs et engagements de la BCEAO	545 469,6	153 415,0	392 054,5
349000_4_DT_AL_E	-- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	33 683,0	8 625,0	25 058,0

Source : BCEAO (Octobre 2024)

Annexe 2 : Balance des paiements 2023 en termes de transactions (Présentation standard)

(en millions de FCFA)

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	3 194 553,9	4 170 384,7	-975 830,9
011000_1_B_N_N_E	. -- Biens et services	2 736 772,8	3 754 811,5	-1 018 038,8
110000_1_B_N_N_E	. ---- Biens	2 457 043,8	2 820 301,3	-363 257,6
111000_1_B_N_N_E	. ----- Marchandises générales, base balance des paiements	2 453 499,8	2 820 301,3	-366 801,6
11100z_1_B_N_N_E	. ----- Dont : Réexportations	1 206 642,4	0,0	1 206 642,4
112000_1_B_N_N_E	. ----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
112100_1_B_N_N_E	. ----- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0
112200_1_B_N_N_E	. ----- Biens vendus dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0
113000_1_B_N_N_E	. ----- Or non monétaire	3 544,0	0,0	3 544,0
120000_1_B_N_N_E	. ---- Services	279 729,0	934 510,2	-654 781,2
121000_1_B_N_N_E	. ----- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	10 661,7	-10 661,7
121100_1_B_N_N_E	. ----- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation, Biens reçus pour transformation	0,0	0,0	0,0
121200_1_B_N_N_E	. ----- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation , Biens reçus après transformation)	0,0	10 661,7	-10 661,7
122000_1_B_N_N_E	. ----- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	8 144,9	-8 144,9
123000_1_B_N_N_E	. ----- Transport	78 163,1	383 051,2	-304 888,1
123100_1_B_N_N_E	. ----- Pour tous les modes de transports	78 163,1	383 009,0	-304 845,9
123100_1_B_N_N_E	. ----- Voyageurs	3 013,0	12 490,1	-9 477,1
123110_1_B_N_N_E	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12311z_1_B_N_N_E	. ----- Fret	69 773,4	355 307,5	-285 534,1
123120_1_B_N_N_E	. ----- Autres	5 376,6	15 211,4	-9 834,7
123130_1_B_N_N_E	. ----- Transports maritimes	3 427,6	283 454,0	-280 026,4
123200_1_B_N_N_E	. ----- Voyageurs	0,0	0,0	0,0
123210_1_B_N_N_E	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12321z_1_B_N_N_E	. ----- Fret	0,0	283 454,0	-283 454,0
123220_1_B_N_N_E	. ----- Autres	3 427,6	0,0	3 427,6
123230_1_B_N_N_E	. ----- Transports aériens	4 955,9	84 027,5	-79 071,6
123300_1_B_N_N_E	. ----- Voyageurs	0,0	12 174,0	-12 174,0
123310_1_B_N_N_E	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12331z_1_B_N_N_E	. ----- Fret	3 006,9	71 853,5	-68 846,6
123320_1_B_N_N_E	. ----- Autres	1 949,0	0,0	1 949,0
123330_1_B_N_N_E	. ----- Autres modes de transport	69 779,5	15 527,5	54 252,1
123400_1_B_N_N_E	. ----- Voyageurs	3 013,0	316,1	2 696,9
123410_1_B_N_N_E	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12341z_1_B_N_N_E	----- Fret	66 766,5	0,0	66 766,5
123420_1_B_N_N_E	----- Autres	0,0	15 211,4	-15 211,4
123430_1_B_N_N_E	----- Services postaux et services de messagerie	0,0	42,2	-42,2
124000_1_B_N_N_E	----- Voyages	152 255,0	31 161,1	121 093,9
124100_1_B_N_N_E	----- À titre professionnel	96 880,8	4 975,3	91 905,5
124110_1_B_N_N_E	----- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
124120_1_B_N_N_E	----- Autres	96 880,8	4 975,3	91 905,5
124200_1_B_N_N_E	----- À titre personnel	55 374,2	26 185,8	29 188,4
124210_1_B_N_N_E	----- Santé	0,0	6 208,3	-6 208,3
124220_1_B_N_N_E	----- Éducation	0,0	449,5	-449,5
124230_1_B_N_N_E	----- Autres	55 374,2	19 528,0	35 846,2
124000_1_B_N_N_E	----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	11 263,5	0,0	11 263,5
124011_1_B_N_N_E	----- Biens	0,0	0,0	0,0
124021_1_B_N_N_E	----- Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
124031_1_B_N_N_E	----- Services d'hébergement	11 263,5	0,0	11 263,5
124041_1_B_N_N_E	----- Services de restauration	0,0	0,0	0,0
124051_1_B_N_N_E	----- Autres services	0,0	0,0	0,0
124z51_1_B_N_N_E	----- Services de santé	0,0	0,0	0,0
124y51_1_B_N_N_E	----- Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
125000_1_B_N_N_E	----- Travaux de construction	0,0	28 061,0	-28 061,0
125100_1_B_N_N_E	----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	0,0	0,0	0,0
125200_1_B_N_N_E	----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0,0	28 061,0	-28 061,0
126000_1_B_N_N_E	----- Services d'assurance et de retraite	7 144,0	7 892,9	-748,9
126100_1_B_N_N_E	----- Assurance directe	3 451,6	7 601,9	-4 150,3
126200_1_B_N_N_E	----- Réassurance	1 879,6	1,1	1 878,5
126300_1_B_N_N_E	----- Services auxiliaires d'assurance	1 812,9	102,0	1 710,9
126400_1_B_N_N_E	----- Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	188,0	-188,0
127000_1_B_N_N_E	----- Services financiers	24 136,0	16 968,6	7 167,4
127100_1_B_N_N_E	----- Services financiers explicitement facturés et autres	24 136,0	16 968,6	7 167,4
127200_1_B_N_N_E	----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
128000_1_B_N_N_E	----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	0,0	0,0
129000_1_B_N_N_E	----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information	8 506,3	63 634,3	-55 128,1
129100_1_B_N_N_E	----- Services de télécommunications	3 293,2	24 536,5	-21 243,3
129200_1_B_N_N_E	----- Services d'informatique	2 222,7	28 071,1	-25 848,3
129300_1_B_N_N_E	----- Services d'information	2 990,3	11 026,8	-8 036,5
12A000_1_B_N_N_E	----- Autres services aux entreprises	3 426,9	383 148,5	-379 721,6

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
12A100_1_B_N_N_E	----- Services de recherche-développement	0,0	17,5	-17,5
12A200_1_B_N_N_E	----- Services spécialisés et services de conseil en gestion	65,1	50 754,7	-50 689,6
12A300_1_B_N_N_E	----- Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	3 361,8	332 376,3	-329 014,5
12B000_1_B_N_N_E	----- Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	16,8	-16,8
12B100_1_B_N_N_E	----- Services audio-visuels et connexes	0,0	16,8	-16,8
12B200_1_B_N_N_E	----- Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,0	0,0	0,0
12C000_1_B_N_N_E	----- Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	6 097,7	1 769,2	4 328,6
12D000_1_B_N_N_E	----- Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0
130000_1_B_N_AL_E	. -- Revenu primaire	208 703,2	323 530,7	-114 827,5
131000_1_B_N_AL_E	--- Rémunération des salariés	14 971,5	10 932,7	4 038,9
300000_3_B_N_AL_E	--- Revenus des investissements	131 797,6	303 147,2	-171 349,6
310000_3_B_N_AL_E	--- Investissements directs	1 503,4	74 283,2	-72 779,8
310000_3E_B_N_AL_E	--- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	870,4	71 671,3	-70 800,9
310000_3D_B_N_AL_E	--- Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	87,4	39 444,1	-39 356,7
311110_3D_B_N_AL_E	--- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	28,4	37 123,7	-37 095,3
311120_3D_B_N_AL_E	--- Entre entreprises sœurs	0,0	510,5	-510,5
311130_3D_B_N_AL_E	--- si le contrôle ultime est détenu par un résident	59,0	1 809,9	-1 750,9
311131_3D_B_N_AL_E	--- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311132_3D_B_N_AL_E	--- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3R_B_N_AL_E	--- Bénéfices réinvestis	783,0	32 227,2	-31 444,2
310000_3T_B_N_AL_E	--- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
31100z_3_B_N_AL_E	--- Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
310000_3I_B_N_AL_E	--- Intérêts	633,0	2 611,9	-1 978,9
312100_3I_B_N_AL_E	--- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	35,0	148,0	-113,0
312200_3I_B_N_AL_E	--- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	1 509,0	-1 509,0
312300_3I_B_N_AL_E	--- Entre entreprises sœurs	598,0	954,9	-356,9
312310_3I_B_N_AL_E	--- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_3I_B_N_AL_E	--- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_3I_B_N_AL_E	--- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
310000_3F_B_N_AL_E	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
320000_3_B_N_AL_E	----- Investissements de portefeuille	127 645,5	126 970,0	675,6
320000_3E_B_N_AL_E	----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	1 582,2	1 620,4	-38,2
321100_3D_B_N_AL_E	----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	975,2	1 277,0	-301,8
321200_3P_B_N_AL_E	----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	607,0	343,4	263,6
321200_3D_B_N_AL_E	----- Dividendes	607,0	0,0	607,0
321200_3R_B_N_AL_E	----- Bénéfices réinvestis	0,0	343,4	-343,4
320000_3I_B_N_AL_E	----- Intérêts	126 063,3	125 349,6	713,7
320000_3I_B_N_ST_E	----- À court terme	16 922,6	3 170,0	13 752,6
320000_3I_B_N_LT_E	----- À long terme	109 140,7	122 179,6	-13 038,9
340000_3_B_N_AL_E	----- Autres investissements	2 648,7	101 894,0	-99 245,3
340000_3D_B_N_AL_E	----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
340000_3I_B_N_AL_E	----- Intérêts	2 648,7	101 894,0	-99 245,3
340000_3F_B_N_AL_E	----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
340000_3P_B_N_AL_E	----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
350000_3_B_N_AL_E	----- Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
350000_3E_B_N_AL_E	----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
350000_3I_B_N_AL_E	----- Intérêts	0,0	0,0	0,0
350000_3F_B_N_AL_E	----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
132000_1_B_N_AL_E	---- Autre revenu primaire	61 934,0	9 450,8	52 483,2
132100_1_B_N_AL_E	---- Taxes sur la production et importations	61 934,0	0,0	61 934,0
132200_1_B_N_AL_E	---- Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
132300_1_B_N_AL_E	---- Loyers	0,0	9 450,8	-9 450,8
140000_2_B_AL_AL_E	--- Revenu secondaire	249 077,9	92 042,5	157 035,4
140000_2_B_GG_AL_E	---- Administrations publiques	27 693,6	19 505,4	8 188,3
141000_2_B_GG_AL_E	---- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
14100z_2_B_GG_AL_E	---- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_GG_AL_E	---- Cotisations sociales	0,0	119,3	-119,3
14200z_2_B_GG_AL_E	---- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
143000_2_B_GG_AL_E	---- Prestations Sociales)	0,0	0,0	0,0
144000_2_B_GG_AL_E	---- Coopération internationale courante	27 693,6	19 386,1	8 307,5
145000_2_B_GG_AL_E	---- Transferts courants divers des administrations publiques	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
14500z_2_B_GG_AL_E	. ----- Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
140000_2_B_OS_AL_E	. ---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	221 384,3	72 537,2	148 847,1
146000_2_B_OS_AL_E	. ----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	190 407,2	54 681,0	135 726,2
14600z_2_B_OS_AL_E	. ----- Envois de fonds des travailleurs	190 407,2	54 681,0	135 726,2
147000_2_B_OS_AL_E	. ----- Autres transferts courants	30 977,1	17 856,2	13 120,9
141000_2_B_OS_AL_E	. ----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	1 942,0	0,0	1 942,0
142000_2_B_OS_AL_E	. ----- Cotisations sociales	74,5	2 064,2	-1 989,7
143000_2_B_OS_AL_E	. ----- Prestations sociales	378,0	333,0	45,0
148000_2_B_OS_AL_E	. ----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	0,0	6 479,0	-6 479,0
149000_2_B_OS_AL_E	. ----- Indemnités d'assurance dommage	6 864,0	0,0	6 864,0
144000_2_B_OS_AL_E	. ----- Coopération internationale courante	6,7	166,0	-159,3
145000_2_B_OS_AL_E	. ----- Transferts courants divers	21 712,0	8 814,0	12 898,0
14500z_2_B_OS_AL_E	. ----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
14A000_2_B_OS_AL_E	. --- Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	156 490,1	36 963,2	119 526,8
210000_2_B_AL_AL_E	. -- Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	1,8	32 882,2	-32 880,5
220000_2_B_AL_AL_E	. -- Transferts de capital	156 488,3	4 081,0	152 407,3
220000_2_B_GG_AL_E	. -- Adminstration publique	115 186,3	0,0	115 186,3
221000_2_B_GG_AL_E	. ----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	. ----- Autres transferts de capital	115 186,3	0,0	115 186,3
22200z_2_B_GG_AL_E	. ----- dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
220000_2_B_OS_AL_E	. ---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	41 302,0	4 081,0	37 221,0
221000_2_B_OS_AL_E	. ----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	. ----- Autres transferts de capital	41 302,0	4 081,0	37 221,0
22200z_2_B_OS_AL_E	. ----- dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
22000z_2_B_OS_AL_E	. ----- dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0
019000_B_B_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	3 351 043,9	4 207 348,0	-856 304,0
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	-197 222,9	656 760,4	-853 983,3
300000_4_N_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-197 222,9	656 760,4	-853 983,3
310000_4_N_AL_AL_E	. -- Investissement direct	7 892,5	268 723,9	-260 831,4
311000_4_N_AL_AL_E	. ---- Titres de participation et parts de fonds de placement	7 767,6	59 119,2	-51 351,6
311100_4_N_AL_AL_E	. ----- Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	6 984,6	26 892,1	-19 907,5
311110_4_N_AL_AL_E	. ----- Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	4 484,6	26 892,1	-22 407,5
311120_4_N_AL_AL_E	. ----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
311130_4_N_AL_AL_E	. ----- Entre entreprises sœurs	2 500,0	0,0	2 500,0
311131_4_N_AL_AL_E	. ----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	. ----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	. ----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
311000_4R_N_AL_AL_E	. ----- Réinvestissement des bénéfices	783,0	32 227,2	-31 444,2
31100z_4_N_AL_AL_E	. ----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3110zz_4_N_AL_AL_E	. ----- Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	. ---- Instruments de dette	124,9	209 604,7	-209 479,8
312100_4_N_AL_AL_E	. ----- Crédances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	550,2	185 882,6	-185 332,4
312200_4_N_AL_AL_E	. ----- Crédances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	-474,5	13 862,0	-14 336,5
312300_4_N_AL_AL_E	. ----- Entre entreprises sœurs	49,3	9 860,1	-9 810,9
312310_4_N_AL_AL_E	. ----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	. ----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	. ----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	. ----- Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	. ----- Crédances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	. ----- Crédances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	. ----- Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	. ----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	. ----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	. ----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
320000_4_N_AL_AL_E	. -- Investissements de portefeuille	-13 590,9	100 411,2	-114 002,1
321000_4_N_AL_AL_E	. ---- Titres de participation et parts de fonds de placement	22 656,0	261,9	22 394,0
321000_4_N_CB_AL_E	. ----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	. ----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	. ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	22 648,0	0,0	22 648,0
321000_4_N_OS_AL_E	. ----- Autres secteurs	8,0	262,0	-254,0
321000_4_N_FC_AL_E	. ----- Autres sociétés financières	8,0	196,7	-188,7
321000_4_N_NC_AL_E	. ----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	65,3	-65,3
321100_4_N_AL_AL_E	. ----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	. ----- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	. ----- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	. ----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321200_4R_N_AL_AL_E	. ----- Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
32120z_4_N_AL_AL_E	----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	----- Titres de créance	-36 246,8	100 149,3	-136 396,1
322000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-84 010,0	0,0	-84 010,0
322000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	103 547,3	0,0	103 547,3
322000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	-187 557,3	0,0	-187 557,3
322000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	100 149,3	-100 149,3
322000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	0,0	4 621,0	-4 621,0
322000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0,0	95 528,3	-95 528,3
322000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	47 763,2	0,0	47 763,2
322000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	1 169,7	0,0	1 169,7
322000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	46 593,5	0,0	46 593,5
322000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	39 599,3	0,0	39 599,3
322000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	-7 164,4	0,0	-7 164,4
322000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	46 763,6	0,0	46 763,6
322000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	8 163,9	0,0	8 163,9
322000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	8 334,0	0,0	8 334,0
322000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	-170,1	0,0	-170,1
330000_4_N_AL_AL_E	--- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_CB_AL_E	--- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	--- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	--- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	--- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	--- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_FC_AL_E	--- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E	--- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	--- Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E	--- Options	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	--- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	--- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	--- Autres investissements	330 530,6	287 625,3	42 905,4
341000_4_N_AL_AL_E	--- Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_AL_AL_E	--- Monnaie fiduciaire et dépôts	15 236,1	11 558,1	3 678,0
342000_4_N_CB_AL_E	--- Banque centrale	0,0	-8 673,9	8 673,9
342000_4_N_CB_ST_E	--- À court terme	0,0	-8 673,9	8 673,9

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
342000_4_N_CB_LT_E	..... À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	..... Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	..... À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	..... À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_AL_E	..... Établissements de dépôts autres que la banque centrale	11 325,0	20 232,0	-8 907,0
34200z_4_N_DT_AL_E	..... Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	..... À court terme	11 325,0	20 232,0	-8 907,0
342000_4_N_DT_LT_E	..... À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	..... Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_ST_E	..... À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_LT_E	..... À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	..... Autres secteurs	3 911,1	0,0	3 911,1
342000_4_N_OS_ST_E	..... À court terme	1 738,2	0,0	1 738,2
342000_4_N_OS_LT_E	..... À long terme	2 172,9	0,0	2 172,9
342000_4_N_FC_AL_E	..... Autres sociétés financières	3 918,5	0,0	3 918,5
342000_4_N_FC_ST_E	..... À court terme	2 144,5	0,0	2 144,5
342000_4_N_FC_LT_E	..... À long terme	1 774,0	0,0	1 774,0
342000_4_N_NC_AL_E	..... Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-7,4	0,0	-7,4
342000_4_N_NC_ST_E	..... À court terme	-406,3	0,0	-406,3
342000_4_N_NC_LT_E	..... À long terme	398,9	0,0	398,9
343000_4_N_AL_AL_E	..... Prêts	15 720,8	523 180,2	-507 459,4
343000_4_N_CB_AL_E	..... Banque centrale	0,0	109 228,4	-109 228,4
34300z_4_N_CB_AL_E	..... Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	109 228,4	-109 228,4
343000_4_N_CB_ST_E	..... Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_CB_LT_E	..... Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_AL_E	..... Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
34300z_4_N_MA_AL_E	..... Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	..... Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	..... Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	..... Établissements de dépôts autres que la banque centrale	15 898,0	-22 339,0	38 237,0
343000_4_N_DT_ST_E	..... À court terme	15 898,0	-30 120,0	46 018,0
343000_4_N_DT_LT_E	..... À long terme	0,0	7 781,0	-7 781,0
343000_4_N_GG_AL_E	..... Administrations publiques	0,0	418 227,3	-418 227,3
34300z_4_N_GG_AL_E	..... Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	..... Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	..... Autres à long terme	0,0	418 227,3	-418 227,3
343000_4_N_OS_AL_E	..... Autres secteurs	-177,2	18 063,5	-18 240,7

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
343000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	-25,3	2 834,0	-2 859,3
343000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	-151,9	15 229,5	-15 381,4
343000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	-52,0	2 584,7	-2 636,7
343000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	-35,3	124,2	-159,5
343000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	-16,7	2 460,5	-2 477,2
343000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-125,2	15 478,8	-15 604,0
343000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	10,1	2 709,9	-2 699,8
343000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	-135,2	12 769,0	-12 904,2
344000_4_N_AL_AL_E	----- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
344100_4_N_AL_AL_E	----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
344200_4_N_AL_AL_E	----- Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
344300_4_N_AL_AL_E	----- Droits à pension	0,0	0,0	0,0
344400_4_N_AL_AL_E	----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
344500_4_N_AL_AL_E	----- Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
344600_4_N_AL_AL_E	----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_AL_AL_E	----- Crédits commerciaux et avances	298 571,1	763,7	297 807,5
345000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	298 571,1	763,7	297 807,5
345000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	289 162,2	906,0	288 256,2

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
345000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	9 409,0	-142,3	9 551,3
345000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	298 571,1	763,7	297 807,5
345000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	289 162,2	906,0	288 256,2
345000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	9 409,0	-142,3	9 551,3
346000_4_N_AL_AL_E	---- Autres comptes à recevoir/ à payer	1 002,6	-247 876,7	248 879,3
346000_4_N_CB_AL_E	---- Banque centrale	0,0	-242 353,7	242 353,7
346000_4_N_CB_ST_E	---- À court terme	0,0	-242 353,7	242 353,7
346000_4_N_CB_LT_E	---- À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_AL_E	---- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E	---- À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_LT_E	---- À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	456,0	-6 518,0	6 974,0
346000_4_N_DT_ST_E	---- À court terme	456,0	-6 518,0	6 974,0
346000_4_N_DT_LT_E	---- À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	---- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	---- À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	---- À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	---- Autres secteurs	546,6	995,0	-448,4
346000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	533,6	676,0	-142,4
346000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	13,0	319,0	-306,0
346000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	533,6	319,0	214,6
346000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	533,6	0,0	533,6
346000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	0,0	319,0	-319,0
346000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	13,0	676,0	-663,0
346000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	0,0	676,0	-676,0
346000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	13,0	0,0	13,0
347000_4_N_AL_AL_E	---- Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0
350000_4_N_AL_AL_E	--- Avoirs de réserve	-522 055,2	0,0	-522 055,2
351000_4_N_AL_AL_E	---- Or monétaire	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	---- Or métal	0,0	0,0	0,0
351200_4_N_AL_AL_E	---- Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
352000_4_N_AL_AL_E	---- Droits de tirage spéciaux	-189 676,8	0,0	-189 676,8
353000_4_N_AL_AL_E	---- Position de réserve au FMI	22 088,3	0,0	22 088,3
354000_4_N_AL_AL_E	---- Autres avoirs de réserve	-354 466,7	0,0	-354 466,7
354100_4_N_AL_AL_E	---- Monnaie fiduciaire et dépôts	-354 466,7	0,0	-354 466,7

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
354110_4_N_AL_AL_E	----- Crédits sur les autorités monétaires	2 673,8	0,0	2 673,8
354120_4_N_AL_AL_E	----- Crédits sur d'autres entités	-357 140,5	0,0	-357 140,5
354200_4_N_AL_AL_E	----- Titres	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_AL_E	----- Titres de créance	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
354220_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
354300_4_N_AL_AL_E	----- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
354400_4_N_AL_AL_E	----- Autres créances	0,0	0,0	0,0
400000_5_N_AL_AL_E	Erreurs et omissions nettes	-3 548 266,8	-3 550 587,5	2 320,7

Source : BCEAO (Octobre 2024)

Annexe 3 : Position Extérieure Globale 2023

(en millions de FCFA)

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
Position extérieure globale nette	4 535 127,5	-23 414,4	4 314 490,2	-197 222,9	8 901 575,0	3 184,2	9 561 519,6	656 760,4
. - - Investissement direct	376 864,1	0,0	384 756,6	7 892,5	2 343 005,9	0,0	2 611 729,9	268 723,9
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	197 297,6	0,0	205 065,2	7 767,6	896 054,5	0,0	955 173,7	59 119,2
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	197 297,6	0,0	205 065,2	7 767,6	896 054,5	0,0	922 946,6	26 892,1
. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	187 842,6	0,0	193 110,2	5 267,6	875 163,0	0,0	902 055,1	26 892,1
. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	17 874,0	0,0	17 874,0	0,0
. - - - - Entre entreprises sœurs	9 455,0	0,0	11 955,0	2 500,0	3 017,5	0,0	3 017,5	0,0
. - - - - Instruments de dette	179 566,5	0,0	179 691,4	124,9	1 446 951,5	0,0	1 656 556,2	209 604,7
. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	178 313,0	0,0	178 863,2	550,2	1 379 381,1	0,0	1 565 263,7	185 882,6
. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	1 253,5	0,0	779,0	-474,5	52 182,0	0,0	66 044,0	13 862,0
. - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	49,3	49,3	15 388,4	0,0	25 248,5	9 860,1
. - - <i>Investissements de portefeuille</i>	2 306 998,3	0,0	2 293 407,5	-13 590,9	2 167 864,3	0,0	2 268 275,5	100 411,2
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	69 777,0	0,0	92 433,0	22 656,0	3 269,4	0,0	3 531,3	261,9
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	63 957,0	0,0	86 605,0	22 648,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	5 820,0	0,0	5 828,0	8,0	3 269,3	0,0	3 531,3	262,0
. - - - - Autres sociétés financières	5 809,5	0,0	5 817,5	8,0	1 075,4	0,0	1 272,1	196,7
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	10,5	0,0	10,5	0,0	2 193,9	0,0	2 259,2	65,3
. - - - Titres de créance	2 237 221,3	0,0	2 200 974,5	-36 246,8	2 164 594,9	0,0	2 264 744,2	100 149,3
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	2 055 881,0	0,0	1 971 871,0	-84 010,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	393 641,9	0,0	497 189,2	103 547,3	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	1 662 239,1	0,0	1 474 681,8	-187 557,3	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	2 164 594,9	0,0	2 264 744,2	100 149,3
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	19 080,0	0,0	23 701,0	4 621,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	2 145 514,9	0,0	2 241 043,2	95 528,3
. - - - - Autres secteurs	181 340,3	0,0	229 103,5	47 763,2	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	28 317,5	0,0	29 487,2	1 169,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	153 022,8	0,0	199 616,3	46 593,5	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres sociétés financières	130 997,7	0,0	170 597,0	39 599,3	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	27 979,9	0,0	20 815,6	-7 164,4	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	103 017,8	0,0	149 781,4	46 763,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	50 342,6	0,0	58 506,5	8 163,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	337,6	0,0	8 671,6	8 334,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	50 005,0	0,0	49 834,9	-170,1	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Autres investissements	1 037 001,4	0,0	1 367 532,0	330 530,6	4 390 704,8	3 184,2	4 681 514,3	287 625,3
. - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	205 380,1	0,0	220 616,2	15 236,1	295 488,0	0,0	307 046,1	11 558,1
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	62 592,0	0,0	53 918,1	-8 673,9
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	62 592,0	0,0	53 918,1	-8 673,9
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	62 090,0	0,0	73 415,0	11 325,0	232 896,0	0,0	253 128,0	20 232,0
. - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	62 090,0	0,0	73 415,0	11 325,0	232 896,0	0,0	253 128,0	20 232,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
----- Autres secteurs	143 290,1	0,0	147 201,2	3 911,1	0,0	0,0	0,0	0,0
----- À court terme	57 827,6	0,0	59 565,8	1 738,2	0,0	0,0	0,0	0,0
----- À long terme	85 462,5	0,0	87 635,4	2 172,9	0,0	0,0	0,0	0,0
----- Autres sociétés financières	12 687,4	0,0	16 605,9	3 918,5	0,0	0,0	0,0	0,0
----- À court terme	2 431,0	0,0	4 575,5	2 144,5	0,0	0,0	0,0	0,0
----- À long terme	10 256,4	0,0	12 030,4	1 774,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	130 602,8	0,0	130 595,4	-7,4	0,0	0,0	0,0	0,0
----- À court terme	55 396,7	0,0	54 990,4	-406,3	0,0	0,0	0,0	0,0
----- À long terme	75 206,1	0,0	75 605,0	398,9	0,0	0,0	0,0	0,0
----- Prêts	506 237,9	0,0	521 958,7	15 720,8	3 456 618,6	7 136,5	3 986 935,3	523 180,2
----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	436 855,0	-7 663,5	538 419,9	109 228,4
----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	436 855,0	-7 663,5	538 419,9	109 228,4
----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	492 422,0	0,0	508 320,0	15 898,0	111 652,0	0,0	89 313,0	-22 339,0
----- À court terme	492 422,0	0,0	508 320,0	15 898,0	104 717,0	0,0	74 597,0	-30 120,0
----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	6 935,0	0,0	14 716,0	7 781,0
----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	2 536 591,0	14 800,0	2 969 618,3	418 227,3
----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
----- Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
----- Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	2 536 591,0	14 800,0	2 969 618,3	418 227,3
----- Autres secteurs	13 815,9	0,0	13 638,7	-177,2	371 520,6	0,0	389 584,1	18 063,5
----- À court terme	7 906,9	0,0	7 881,6	-25,3	117 346,1	0,0	120 180,1	2 834,0
----- À long terme	5 909,0	0,0	5 757,1	-151,9	254 174,6	0,0	269 404,0	15 229,5
----- Autres sociétés financières	290,7	0,0	238,6	-52,0	34 026,0	0,0	36 610,7	2 584,7
----- À court terme	85,0	0,0	49,6	-35,3	94,7	0,0	218,9	124,2
----- À long terme	205,7	0,0	189,0	-16,7	33 931,3	0,0	36 391,8	2 460,5
Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	13 525,3	0,0	13 400,1	-125,2	337 494,6	0,0	352 973,5	15 478,8
----- À court terme	7 822,0	0,0	7 832,0	10,1	117 251,4	0,0	119 961,2	2 709,9
----- À long terme	5 703,3	0,0	5 568,1	-135,2	220 243,3	0,0	233 012,2	12 769,0
----- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. ----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Crédits commerciaux et avances	318 861,0	0,0	617 432,1	298 571,1	134 037,0	0,0	134 800,6	763,7
. ----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Autres secteurs	318 861,0	0,0	617 432,1	298 571,1	134 037,0	0,0	134 800,6	763,7
. ----- À court terme	248 285,0	0,0	537 447,2	289 162,2	101 767,1	0,0	102 673,1	906,0
. ----- À long terme	70 576,0	0,0	79 985,0	9 409,0	32 269,9	0,0	32 127,6	-142,3
. ----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	318 861,0	0,0	617 432,1	298 571,1	134 037,0	0,0	134 800,6	763,7
. ----- À court terme	248 285,0	0,0	537 447,2	289 162,2	101 767,1	0,0	102 673,1	906,0
. ----- À long terme	70 576,0	0,0	79 985,0	9 409,0	32 269,9	0,0	32 127,6	-142,3
. ----- Autres comptes à recevoir/ à payer	6 522,3	0,0	7 524,9	1 002,6	358 415,4	0,0	110 538,7	-247 876,7
. ----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	340 228,8	0,0	97 875,1	-242 353,7
. ----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	340 228,8	0,0	97 875,1	-242 353,7
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	3 238,0	0,0	3 694,0	456,0	14 602,0	0,0	8 084,0	-6 518,0
. ----- À court terme	3 238,0	0,0	3 694,0	456,0	14 602,0	0,0	8 084,0	-6 518,0
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	3 284,3	0,0	3 830,9	546,6	3 584,6	0,0	4 579,6	995,0
. - - - - - À court terme	919,3	0,0	1 452,9	533,6	1 551,0	0,0	2 227,0	676,0
. - - - - - À long terme	2 365,0	0,0	2 378,0	13,0	2 033,6	0,0	2 352,6	319,0
. - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	533,6	533,6	314,0	0,0	633,0	319,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	533,6	533,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	314,0	0,0	633,0	319,0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	3 284,3	0,0	3 297,3	13,0	3 270,6	0,0	3 946,6	676,0
. - - - - - À court terme	919,3	0,0	919,3	0,0	1 551,0	0,0	2 227,0	676,0
. - - - - - À long terme	2 365,0	0,0	2 378,0	13,0	1 719,6	0,0	1 719,6	0,0
. - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	146 145,8	-3 952,3	142 193,5	0,0
. - - Avoirs de réserve	814 263,7	-23 414,4	268 794,1	-522 055,2	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Droits de tirage spéciaux	324 776,5	-3 653,6	131 446,1	-189 676,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Position de réserve au FMI	10 139,4	-19 760,8	12 466,9	22 088,3	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - Autres avoirs de réserve	479 347,8	0,0	124 881,1	-354 466,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	479 347,8	0,0	124 881,1	-354 466,7	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Créances sur les autorités monétaires	1 006,8	0,0	3 680,6	2 673,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Créances sur d'autres entités	478 341,0	0,0	121 200,5	-357 140,5	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : BCEAO (Octobre 2024)

Annexe 4 : Répartition des investissements directs reçus par secteur d'activités (flux nets)

(en millions de FCFA)

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	E. Distributi on d'eau, assainiss ement, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Commu nication	K. Intermédia tion financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
AFRIQUE	0,0	0,0	1 518,7	0,0	0,0	3 332,7	-2 651,0	-4 030,0	-139,3	6 137,0	29 368,4	62,4	0,0	33 598,9
<i>UEMOA</i>	0,0	0,0	1 133,4	0,0	0,0	2 050,0	-2 480,3	-30,0	-339,4	-406,0	22 388,9	62,4	0,0	22 379,0
Burkina	0,0	0,0	-932,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7 600,3	61,9	0,0	6 730,2
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	-122,1	0,0	0,0	3 000,0	-3 107,5	0,0	0,0	0,0	14 932,9	0,0	0,0	14 703,4
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	0,0	0,0	3,0
Mali	0,0	0,0	-6,5	0,0	0,0	0,0	-7,8	0,0	-339,4	0,0	802,0	0,0	0,0	448,3
Niger	0,0	0,0	-100,0	0,0	0,0	-950,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-5 158,0	0,0	0,0	-6 208,0
Sénégal	0,0	0,0	2 577,7	0,0	0,0	0,0	695,5	0,0	0,0	0,0	-17 128,4	62,4	0,0	-13 792,8
Togo	0,0	0,0	-283,6	0,0	0,0	0,0	-60,4	-30,0	0,0	-406,0	21 337,0	0,0	0,0	20 556,9
<i>CEDEAO hors UEMOA dont :</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-277,3	-550,0	-4 000,0	0,0	0,0	-1 256,7	0,0	0,0	-6 084,0
Ghana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nigeria	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-277,3	-550,0	-4 000,0	0,0	0,0	-1 256,7	0,0	0,0	-6 084,0
<i>CEMAC</i>	0,0	0,0	-735,3	0,0	0,0	0,0	6 723,6	0,0	0,1	0,0	7 683,7	0,0	0,0	13 672,1
<i>Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :</i>	0,0	0,0	1 120,6	0,0	0,0	1 560,0	-6 344,3	0,0	200,0	6 543,0	552,5	0,0	0,0	3 631,7
Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	500,0	0,0	0,0	0,0	500,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	873,6	0,0	0,0	873,6
EUROPE	0,0	0,0	2,3	2 100,0	0,0	2 100,0	4 277,1	7 148,3	274,0	0,0	715,5	0,0	0,0	16 617,2
<i>UNION EUROPEENNE</i>	0,0	0,0	2 519,9	2 100,0	0,0	2 100,0	1 416,0	5 923,1	274,0	0,0	715,5	0,0	0,0	15 048,5
<i>ZONE EURO dont :</i>	0,0	0,0	2 628,5	2 100,0	0,0	2 100,0	1 872,1	5 923,1	274,0	0,0	715,5	0,0	0,0	15 613,1
Allemagne	0,0	0,0	-1 467,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-1 467,7
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-49,9	-337,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-387,3
Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
France	0,0	0,0	4 096,2	2 100,0	0,0	2 100,0	1 134,0	6 312,2	274,0	0,0	2 315,5	0,0	0,0	18 331,9
Grèce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité, gaz,	E. Distributi on d'eau, assainiss ement, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Commu nication	K. Intermédia tion financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
Irlande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Italie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-55,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-55,0
Pays-Bas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0	0,0	0,0	0,0	-1 600,0	0,0	0,0	-1 580,0
Portugal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Union Européenne hors Zone euro dont :</i>				0,0	0,0	-108,6	0,0	0,0	-456,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-564,7
Royaume-Uni	0,0	0,0	-108,6	0,0	0,0	0,0	-456,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-564,7
<i>Europe hors UE dont :</i>				-2 517,6	0,0	0,0	0,0	2 861,1	1 225,3	0,0	0,0	0,0	0,0	1 568,7
Fédération de Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	0,0	-2 327,5	0,0	0,0	0,0	2 861,1	1 225,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 758,8
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AMERIQUE dont:	0,0	0,0	-404,8	0,0	0,0	360,1	-2 252,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-2 297,6
Canada	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	360,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis d'Amérique	0,0	0,0	-404,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-404,8
ASIE dont :	0,0	0,0	11 612,0	0,0	3 182,2	1 700,0	769,9	195 368,9	0,0	0,0	0,0	281,0	0,0	212 913,9
Chine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 700,0	-300,0	195 318,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	196 718,0
Inde	0,0	0,0	492,2	0,0	3 182,2	0,0	-78,1	-30,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3 565,4
Japon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
OCEANIE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	0,0	0,0	12 728,3	2 100,0	3 182,2	7 492,8	143,2	198 487,2	134,6	6 137,0	30 083,8	343,3	0,0	260 832,4

Source : BCEAO (Octobre 2024)

Annexe 5 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2023

Annexe 5.1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2023 à partir des statistiques officielles

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 161,1	10 578,1	0,0	20 716,4	8 915,2	3 283,6	35 245,7	82 900,1
	Burkina Faso	4 515,8		18 276,5	17,3	162 490,5	12 360,5	15 429,4	59 309,5	272 382,1
	Côte d'Ivoire	43 040,1	485 509,9		1 510,6	976 452,9	35 303,0	155 793,7	60 204,7	1 757 815,0
	Guinée Bissau	9,6	0,0	40,8		0,0	0,0	1 258,3	753,9	2 062,6
	Mali	253,5	62 832,7	50 837,4	160,1		1 976,4	82 045,3	5 368,2	203 473,7
	Niger	4 332,4	33 782,4	12 348,4	0,0	36 770,5		866,2	1 665,6	89 765,4
	Sénégal	20 065,9	36 703,1	97 245,8	57 464,6	866 271,8	11 380,0		16 813,9	1 105 945,2
	Togo	97 632,1	97 398,7	62 509,0	311,5	93 986,8	37 640,3	36 819,4		426 297,8
	UEMOA	169 849,3	720 387,8	251 836,1	59 446,8	2 156 689,0	107 575,4	295 495,9	179 361,6	3 940 641,9

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2024)

Annexe 5.2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlées en 2023

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		2 717,6	1 049,0	47,4	1 047,4	15 865,4	599,8	10 409,7	31 736,3
	Burkina	4 921,6		18 570,0	12,1	20 745,0	798,1	776,0	1 102,2	46 925,1
	Côte d'Ivoire	858,0	5 372,4		217,8	1 300,0	12,2	3 175,6	126,4	11 062,4
	Guinée-Bissau	2,0	6,3	30,2		95,7	26,8	2 993,9	89,5	3 244,4
	Mali	11 398,0	880,0	572,0	172,4		5 891,2	50 560,0	7 312,3	76 785,9
	Niaer	9 807,6	907,2	120,0	45,9	8 112,4		219,4	8 762,9	27 975,4
	Sénégal	726,5	1 029,7	846,5	1 143,6	0,0	303,0		50,6	4 099,9
	Togo	717,7	2 605,6	1 978,7	67,7	853,2	781,5	0,0		7 004,4
	UEMOA	28 431,4	13 518,8	23 166,5	1 706,9	32 153,7	23 678,2	58 324,7	27 853,6	208 833,8

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2024)

Annexe 5.3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2023

(en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		6 878,7	11 627,1	47,4	21 763,8	24 780,6	3 883,4	45 655,4	114 636,4
	Burkina	9 437,4		36 846,5	12,1	183 235,5	13 158,6	16 205,4	60 411,7	319 307,2
	Côte d'Ivoire	43 898,1	490 882,3		1 728,4	977 752,9	35 315,2	158 969,3	60 331,1	1 768 877,4
	Guinée-Bissau	11,6	6,3	71,0		95,7	26,8	4 252,2	843,4	5 306,9
	Mali	11 651,5	63 712,7	51 409,4	332,5		7 867,6	132 605,3	12 680,5	280 259,6
	Niger	14 140,0	34 689,6	12 468,4	45,9	44 882,9		1 085,6	10 428,5	117 740,8
	Sénégal	20 792,4	37 732,8	98 092,4	58 608,2	866 271,8	11 683,0		16 864,5	1 110 045,1
	Togo	98 349,8	100 004,3	64 487,7	379,2	94 840,0	38 421,8	36 819,4		433 302,2
	UEMOA	198 280,7	733 906,7	275 002,5	61 153,8	2 188 842,7	131 253,6	353 820,6	207 215,1	4 149 475,7

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2024)

Annexe 5.4 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2023

		(en millions de FCFA)								
		Recettes de tourisme au crédit par pays								
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	
	Bénin		2 317,5	1 361,6	307,1	882,6	924,1	5 070,6	10 484,0	21 347,4
	Burkina	19 277,5		8 741,9	196,5	2 253,9	5 101,0	7 523,5	13 050,3	56 144,5
	Côte d'Ivoire	36 663,2	38 720,0		171,0	4 285,7	5 079,4	3 177,6	17 734,5	105 831,3
	Guinée-Bissau	270,8	173,3	150,8		53,1	55,4	6 958,6	182,6	7 844,5
	Mali	4 511,1	12 977,8	10 540,6	1 817,7		389,6	7 948,7	3 023,4	41 208,9
	Niger	3 786,0	1 392,1	768,1	115,0	968,8		8 221,3	4 352,0	19 603,2
	Sénégal	2 031,6	6 728,8	2 842,5	3 891,3	4 902,3	27,0		1 098,8	21 522,2
	Togo	18 343,5	3 779,4	577,5	207,1	771,2	610,0	8 222,4		32 511,0
	UEMOA	84 883,7	66 088,8	24 982,8	6 705,6	14 117,4	12 186,5	47 122,6	49 925,6	306 013,0

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2024)

Annexe 5.5 : Estimation des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2023

		(en millions de FCFA)								
		Transferts des migrants reçus par pays								
Transferts des migrants émis par pays	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	
	Bénin		2 776,9	9 848,0	650,1	2 661,9	8 994,0	7 695,1	4 717,8	37 343,9
	Burkina	10 586,5		24 721,8	40,5	24 800,0	4 393,5	7 893,7	12 686,6	85 122,7
	Côte d'Ivoire	83 765,8	54 035,3		645,2	112 262,7	10 833,5	111 082,5	35 004,6	407 629,6
	Guinée-Bissau	441,6	174,0	592,8		2 688,2	1 028,0	9 773,2	1 804,4	16 502,1
	Mali	9 014,0	22 749,3	30 500,1	464,5		7 319,0	24 319,2	7 846,7	102 212,8
	Niger	14 809,8	1 545,6	947,7	262,6	8 527,1		6 018,1	6 719,6	38 830,5
	Sénégal	5 116,0	9 705,3	55 383,5	2 311,0	48 254,8	5 381,5		7 022,4	133 174,4
	Togo	4 055,4	3 632,2	6 246,2	1 333,5	1 539,4	7 524,4	6 118,2		30 449,3
	UEMOA	127 789,1	94 618,6	128 240,1	5 707,3	200 734,0	45 473,9	172 900,0	75 802,1	851 265,2

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA (Septembre 2024)

Annexe 5.6 : Conséquences de la crise entre le Niger et le Bénin sur les échanges extérieurs

Encadré 6 : Conséquences de la crise entre le Niger et le Bénin sur les échanges extérieurs

Le 26 juillet 2023, la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a pris des sanctions à l'encontre de la république du Niger dans le cadre de la recherche de solution pour un retour à l'ordre constitutionnel. Ces mesures comprenaient des sanctions financières contre le Niger et la fermeture de toutes les frontières des Etats membres avec le pays. En application desdites sanctions, le Bénin a fermé ses frontières avec le Niger le 30 juillet 2023.

Les sanctions ont eu un impact sur les échanges officiels de biens, de services et de revenus entre les deux pays. Au niveau des biens, les exportations officielles du Bénin à destination du Niger ont baissé de 17,7% pour s'établir à 8.915,2 millions de FCFA contre 10.829,1 millions de FCFA enregistré en 2022. Les exportations informelles ont quant à elles fléchi de 2,5% pour se situer à 15.865,4 millions en 2023. En ce qui concerne les importations en provenance du Niger, leurs flux formels ont baissé de 56,6% d'une année à l'autre pour se chiffrer à 4.332,4 millions de FCFA en 2023 contre une hausse de 1,7% des flux informels qui se sont établis à 9.807,6 millions la même année. Au niveau des services, les activités du Port Autonome de Cotonou et le transport de marchandises à destination du Niger ont pâti de cette situation. En effet, le trafic de marchandises du PAC (importations, exportations et transbordement) a baissé de 23,7% au deuxième semestre de 2023 en glissement annuel et les services de transport de marchandises assurés par des camionneurs résidents du bénin au profit des pays de l'hinterland, dont principalement le Niger, ont replié de 35.289,05 millions de FCFA, passant de 102 055,6 en 2022 à 66.766,5 en 2023. Par ailleurs, les dépenses touristiques des Béninois au Niger se sont effondrées, passant de 4.366,4 millions de FCFA en 2022 à 924,1 millions de FCFA en 2023, soit une baisse de 78,8%. Ces évolutions enregistrées en 2023 devraient se maintenir et s'accentuer en 2024.

Annexe 6 : Evolution des exportations en 2023

Annexe 6.1 : Exportations officielles (FOB) par grands groupes de produits

Postes	Quantité (Tonnes)		Variation (%)	Valeurs (en millions de FCFA)		Variation (%)	Part relative (en %)	
	2022	2023		2022	2023		2022	2023
PRODUITS DU COTON	973 846,2	487 975,3	-49,9	421 637,1	349 858,4	-17,0	75,3	54,7
Fibres de coton	325 966,9	243 852,0	-25,2	368 847,4	312 742,5	-15,2	65,9	48,9
Graines de Coton	221 233,7	153 217,5	-30,7	26 623,6	23 255,0	-12,7	4,8	3,6
Tourteaux de coton	416 691,4	89 135,2	-78,6	18 049,9	12 446,4	-31,0	3,2	1,9
Huile de coton	9 954,2	1 770,6	-82,2	8 116,2	1 414,5	-82,6	1,4	0,2
PROD. DU PALMIER	3 204,8	5 605,3	74,9	1 104,6	2 215,9	100,6	0,2	0,3
Huile de palme	2 438,3	5 050,9	107,1	902,4	2 076,3	130,1	0,2	0,3
Huile de palmiste	766,4	554,4	0,0	202,2	139,6	0,0	0,0	0,0
Tourteaux de palmiste	0,0	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
AUTRES PRODUITS dont	318 225,3	752 455,0	136,5	137 319,9	287 356,7	109,3	24,5	44,9
Noix d'anacarde	33 532,8	136 922,1	308,3	20 667,4	68 116,9	229,6	3,7	10,7
Fèves de soja	22 404,4	177 582,3	692,6	6 072,8	60 117,6	890,0	1,1	9,4
Produits de l'ananas	9 026,7	4 197,0	-53,5	478,5	969,9	102,7	0,1	0,2
Karité	284,7	552,5	94,1	984,1	1 593,7	61,9	0,2	0,2
Riz	633,4	10 622,6	1 577,1	54,6	1 997,7	3 558,8	0,0	0,3
Tabacs et cigarettes	0,0	0,2	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0
Sucre et sucrerie	1 599,9	1 041,6	-34,9	222,3	416,8	87,5	0,0	0,1
Boissons	4 891,8	4 292,8	-12,2	1 506,4	1 482,9	-1,6	0,3	0,2
Bois et ouvrages en bois	84 594,2	65 223,2	-22,9	17 123,0	13 194,6	-22,9	3,1	2,1
Produits pétroliers	38 226,6	39 694,5	3,8	23 887,2	24 733,0	3,5	4,3	3,9
Métaux précieux	2,9	3,5	0,0	2 811,8	3 543,9	26,0	0,5	0,6
Fer fonte et acier	46 099,5	53 518,8	16,1	25 276,0	28 196,6	11,6	4,5	4,4
TOTAL (statistiques officielles)	1 295 276,2	1 246 035,5	-3,8	560 061,6	639 431,0	14,2	100,0	100,0

Source : INStaD (Septembre 2024)

Annexe 6.2 : Evolution des exportations de marchandises ajustées

Postes	2019	2020	2021	(en millions de FCFA)	
				2022	2023
Produits du coton	325 465,6	319 250,8	400 603,6	421 637,1	349 858,4
Produits du palmier	11 236,1	3 314,5	1 587,7	1 104,6	2 215,9
Autres produits	161 676,8	163 225,7	166 788,7	137 319,9	287 356,7
Total statistiques officielles	498 378,5	485 791,0	568 980,0	560 061,6	639 431,0
Ajustement de champ	1 292 566,8	1 234 696,7	1 450 901,4	1 756 595,6	1 817 612,8
dont réexportation	788 073,0	684 058,9	844 156,1	1 166 600,9	1 206 642,4
Exportations totales ajustées	1 790 945,3	1 720 487,8	2 019 881,4	2 316 657,2	2 457 043,8

Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2024)

Annexe 6.3 : Répartition géographique des exportations officielles

Régions	2021	2022	2023	2022	2023
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	427 930,9	410 127,8	480 242,0	73,2	75,1
Chine	55 821,4	34 567,6	33 666,6	6,2	5,3
Taïwan	39,8	47,3	903,6	0,0	0,1
Vietnam	28 443,4	13 715,2	10 755,3	2,4	1,7
Pakistan	11 506,5	23 331,8	46 357,1	4,2	7,2
Indonésie	5 431,7	2 556,2	570,1	0,5	0,1
Bangladesh	236 877,6	253 051,8	237 482,0	45,2	37,1
Thaïlande	122,1	10,1	767,2	0,0	0,1
Inde	56 920,3	67 180,6	98 536,8	12,0	15,4
Malaisie	8 664,8	2 220,6	8 823,4	0,4	1,4
Singapour	1 596,2	10,5	1 599,4	0,0	0,3
Autres	22 507,2	13 436,1	40 780,4	2,4	6,4
EUROPE	45 383,3	33 264,4	29 795,1	5,9	4,7
Union Européenne	31 507,0	24 850,4	27 456,4	4,4	4,3
Belgique	4 430,7	3 092,5	3 455,2	0,6	0,5
France	2 371,0	4 194,0	3 570,3	0,7	0,6
Allemagne	712,7	1 355,5	1 766,5	0,2	0,3
Espagne	337,5	418,5	1 044,2	0,1	0,2
Portugal	1 822,9	1 509,5	605,3	0,3	0,1
Pays bas	2 635,1	2 761,0	7 739,1	0,5	1,2
Italie	1 059,4	2 444,3	1 945,8	0,4	0,3
Danemark	13 177,1	6 904,6	6 155,1	1,2	1,0
Autres	4 960,7	2 170,6	1 174,8	0,4	0,2
Non Union Européenne	13 876,4	8 414,0	2 338,7	1,5	0,4
Norvège	1 024,5	27,6	0,0	0,0	0,0
Suisse	5,9	296,7	2 147,1	0,1	0,3
Autres	12 846,0	8 089,8	191,7	1,4	0,0
AFRIQUE	92 095,8	114 617,6	122 038,7	20,5	19,1
UEMOA	44 590,2	48 776,4	59 297,5	8,7	9,3
Burkina	8 748,3	6 123,8	3 401,3	1,1	0,5
Côte d'Ivoire	6 423,8	7 198,9	8 071,1	1,3	1,3
Mali	3 386,9	4 987,0	2 834,6	0,9	0,4
Niger	17 078,4	7 651,6	6 765,9	1,4	1,1
Sénégal	668,7	912,7	3 283,6	0,2	0,5
Togo	8 284,1	21 902,2	34 941,1	3,9	5,5
NON UEMOA	47 505,6	65 841,2	62 741,2	11,8	9,8
Ghana	1 292,5	1 144,6	827,8	0,2	0,1
Nigeria	4 806,0	8 973,7	9 726,8	1,6	1,5
Tchad	20 286,1	17 458,1	22 314,5	3,1	3,5
Afrique du Sud	1 297,4	1 946,4	3 196,5	0,3	0,5
Gabon	138,6	161,3	197,4	0,0	0,0
Autres	19 685,1	36 157,0	26 478,2	6,5	4,1
AMERIQUE	3 569,9	2 026,7	7 354,0	0,4	1,2
USA	1 359,2	1 488,2	6 470,3	0,3	1,0
Canada	63,0	145,8	668,0	0,0	0,1
Brésil	1 647,2	49,4	24,1	0,0	0,0
Colombie	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0
Autres	500,4	343,3	189,6	0,1	0,0
Non classés ailleurs	0,0	25,0	1,2	0,0	0,0
TOTAL (statistiques officielles)	568 980,0	560 061,6	639 431,0	100,0	100,0

Source : INStaD (Septembre 2024)

Annexe 6.4 : Répartition géographique des exportations ajustées

Régions	2021	2022	2023	2022	2023
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	427 930,9	410 127,8	480 242,0	17,7	19,5
Chine	55 821,4	34 567,6	33 666,6	1,5	1,4
Taïwan	39,8	47,3	903,6	0,0	0,0
Vietnam	28 443,4	13 715,2	10 755,3	0,6	0,4
Pakistan	11 506,5	23 331,8	46 357,1	1,0	1,9
Indonésie	5 431,7	2 556,2	570,1	0,1	0,0
Bangladesh	236 877,6	253 051,8	237 482,0	10,9	9,7
Thaïlande	122,1	10,1	767,2	0,0	0,0
Inde	56 920,3	67 180,6	98 536,8	2,9	4,0
Malaisie	8 664,8	2 220,6	8 823,4	0,1	0,4
Singapour	1 596,2	10,5	1 599,4	0,0	0,1
Autres	22 507,2	13 436,1	40 780,4	0,6	1,7
EUROPE	45 383,3	33 264,4	29 795,1	1,4	1,2
Union Européenne	31 507,0	24 850,4	27 456,4	1,1	1,1
Belgique	4 430,7	3 092,5	3 455,2	0,1	0,1
France	2 371,0	4 194,0	3 570,3	0,2	0,1
Allemagne	712,7	1 355,5	1 766,5	0,1	0,1
Espagne	337,5	418,5	1 044,2	0,0	0,0
Portugal	1 822,9	1 509,5	605,3	0,1	0,0
Pays bas	2 635,1	2 761,0	7 739,1	0,1	0,3
Italie	1 059,4	2 444,3	1 945,8	0,1	0,1
Danemark	13 177,1	6 904,6	6 155,1	0,3	0,3
Autres	4 960,7	2 170,6	1 174,8	0,1	0,0
Non Union Européenne	13 876,4	8 414,0	2 338,7	0,4	0,1
Norvège	1 024,5	27,6	0,0	0,0	0,0
Suisse	5,9	296,7	2 147,1	0,0	0,1
Autres	12 846,0	8 089,8	191,7	0,3	0,0
AFRIQUE	1 542 633,6	1 870 583,5	1 939 651,3	80,7	78,9
UEMOA	102 604,0	127 066,0	114 636,4	5,5	4,7
Burkina	14 930,0	8 198,6	6 878,7	0,4	0,3
Côte d'Ivoire	8 536,2	10 797,0	11 627,1	0,5	0,5
Mali	18 545,9	46 369,1	21 763,8	2,0	0,9
Niger	40 463,7	27 098,7	24 780,6	1,2	1,0
Sénégal	1 326,2	956,4	3 883,4	0,0	0,2
Togo	18 802,0	33 588,2	45 655,4	1,4	1,9
NON UEMOA	1 440 029,6	1 743 517,5	1 825 014,8	75,3	74,3
Ghana	1 292,5	1 144,6	827,8	0,0	0,0
Nigeria	1 397 329,9	1 686 650,1	1 772 000,5	72,8	72,1
Gabon	20 286,1	17 458,1	22 314,5	0,8	0,9
Tchad	1 297,4	1 946,4	3 196,5	0,1	0,1
Afrique du Sud	138,6	161,3	197,4	0,0	0,0
Autres	19 685,1	36 157,0	26 478,2	1,6	1,1
AMERIQUE	3 569,9	2 026,7	7 354,0	0,1	0,3
USA	1 359,2	1 488,2	6 470,3	0,1	0,3
Canada	63,0	145,8	668,0	0,0	0,0
Brésil	1 647,2	49,4	24,1	0,0	0,0
Colombie	0,0	0,0	2,0	0,0	0,0
Autres	500,4	343,3	189,6	0,0	0,0
Non classés ailleurs	363,7	654,7	1,5	0,0	0,0
TOTAL	2 019 940,9	2 316 657,2	2 457 043,8	100,0	100,0

Source : INStaD (Septembre 2024)

Annexe 7 : Evolution des importations en 2023

Annexe 7.1 : Evolution des importations de biens ajustées (base CAF) par grands groupes de produits

Postes	2019	2020	2021	2022	2023
Produits alimentaires	649 647,3	470 274,9	630 056,3	684 339,1	736 980,7
Autres biens de consommation	163 739,0	177 044,8	204 237,4	275 182,0	256 976,2
Biens intermédiaires	269 772,3	240 156,9	310 799,8	505 002,9	430 022,5
Produits énergétiques	341 288,8	284 573,1	279 252,7	445 216,8	404 836,9
Biens d'équipement	270 406,3	268 183,7	397 157,7	398 348,0	572 204,9
Autres biens non classés ailleurs	18 740,4	65 315,2	85 804,8	72 022,6	76 631,6
Total statistiques officielles	1 713 594,2	1 505 548,7	1 907 308,8	2 380 111,3	2 477 652,8
Ajustement de champ	596 327,9	536 183,4	648 109,7	680 659,4	708 239,0
Commerce non enregistré	596 327,9	536 183,4	648 109,7	680 659,4	708 239,0
IMPORTATIONS TOTALES CAF	2 309 922,1	2 041 732,1	2 555 418,5	3 060 770,7	3 185 891,7
PIB à prix courants	8 432 247,5	9 008 810,4	9 809 694,0	10 854 508,1	11 934 896,2
IMPORTATIONS CAF / PIB (%)	27,4	22,7	26,0	28,2	26,7

Sources : INStaD-BCEAO (Octobre 2024)

Annexe 7.2 : Evolution des importations de biens (base CAF) par grands groupes de produits

POSTES	Quantité (tonnes)		Varia-tion (%)	Valeurs en millions de FCFA		Varia-tion (%)	Part en 2023 (%)
	2022	2023		2022	2023		
PRODUITS ALIMENTAIRES	2 432 936,2	2 389 711,9	-1,8	684 339,1	736 980,7	7,7	29,7
Céréales	1 692 625,2	1 603 803,4	-5,2	443 720,4	419 754,2	-5,4	16,9
<i>dont Riz</i>	1 591 508,1	1 488 365,8	-6,5	417 062,4	396 224,8	-5,0	16,0
Sucres et sucreries	102 406,0	104 422,6	2,0	19 107,4	20 780,3	8,8	0,8
Boissons et tabacs	40 662,2	42 800,0	5,3	11 966,5	13 424,6	12,2	0,5
Autres produits alimentaires	597 242,7	638 685,9	6,9	209 544,8	283 021,6	35,1	11,4
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	466 332,2	377 768,3	-19,0	275 182,0	256 976,2	-6,6	10,4
BIENS INTERMEDIAIRES	785 989,5	829 582,2	5,5	505 002,9	430 022,5	-14,8	17,4
Produits chimiques	323 016,2	483 720,8	49,8	172 477,9	208 414,8	20,8	8,4
Coton et articles en coton	16 035,4	13 172,8	-17,9	15 083,0	15 354,0	1,8	0,6
Autres biens intermédiaires	446 937,9	332 688,7	-25,6	317 442,1	206 253,7	-35,0	8,3
PRODUITS ENERGETIQUES	951 709,3	848 535,5	-10,8	445 216,8	404 836,9	-9,1	16,3
Produits pétroliers	812 671,6	688 903,3	-15,2	371 980,4	317 417,7	-14,7	12,8
Energie électrique	0,0	0,0	0,0	50 185,9	72 087,1	43,6	2,9
Autres produits énergétiques	139 037,7	159 632,2	14,8	23 050,5	15 332,0	-33,5	0,6
BIENS D'EQUIPEMENT	192 365,2	265 099,1	37,8	398 348,0	572 204,9	43,6	23,1
Machines et appareils	80 092,8	90 868,8	13,5	277 949,8	407 077,2	46,5	16,4
Matériels de transport	112 272,5	192 941,6	71,9	120 398,2	165 127,7	37,2	6,7
AUTRES BIENS NON CLASSES AILLEURS	1 020 181,2	825 663,0	-19,1	72 022,6	76 631,6	6,4	3,1
TOTAL (statistiques off. CAF)	5 849 513,6	5 555 071,3	-5,0	2 380 111,3	2 477 652,8	4,1	100,0

Source : INStaD (Septembre 2024)

Annexe 7.3 : Répartition géographique des importations (officielles + non contrôlées)

Régions	2021	2022	2023	2022	2023
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	882 254,5	1 253 013,5	1 149 722,0	40,9	36,1
Chine	225 224,9	338 931,6	351 261,0	11,1	11,0
Taïwan	1 572,8	17 650,7	19 505,0	0,6	0,6
Vietnam	11 678,9	7 953,7	1 264,9	0,3	0,0
Pakistan	13 758,1	21 021,8	11 409,1	0,7	0,4
Indonésie	28 924,1	11 442,4	37 409,0	0,4	1,2
Bangladesh	342,8	593,6	14,4	0,0	0,0
Thaïlande	57 202,2	93 143,6	29 381,1	3,0	0,9
Inde	308 608,5	367 675,9	409 850,4	12,0	12,9
Malaisie	24 617,5	26 182,5	60 692,0	0,9	1,9
Singapour	24 012,7	14 626,7	29 878,0	0,5	0,9
Autres	186 312,0	353 791,0	199 057,2	11,6	6,2
EUROPE	597 169,0	630 577,4	707 308,5	20,6	22,2
Union Européenne	493 224,7	548 842,6	598 188,8	17,9	18,8
Belgique	88 263,6	83 590,1	92 483,6	2,7	2,9
France	219 132,3	188 223,6	206 776,0	6,1	6,5
Allemagne	28 401,7	32 400,6	28 518,1	1,1	0,9
Espagne	23 606,7	61 979,2	56 337,2	2,0	1,8
Portugal	4 628,0	3 000,1	6 135,3	0,1	0,2
Pays bas	26 528,4	54 723,4	31 939,3	1,8	1,0
Italie	29 321,2	30 118,9	28 759,3	1,0	0,9
Danemark	13 051,6	13 938,2	14 343,0	0,5	0,5
Autres	60 291,1	80 868,4	132 896,9	2,6	4,2
Non Union Européenne	103 944,3	81 734,8	109 119,7	2,7	3,4
Norvège	6 605,8	5 290,2	12 839,7	0,2	0,4
Suisse	31 473,9	41 912,9	45 268,5	1,4	1,4
Autres	65 864,7	34 531,8	51 011,5	1,1	1,6
AFRIQUE	984 997,6	1 034 652,2	1 167 904,1	33,8	36,7
UEMOA	188 988,0	206 305,1	198 280,7	6,7	6,2
Burkina	7 723,0	10 561,8	9 437,4	0,3	0,3
Côte d'Ivoire	31 228,3	40 292,7	43 898,1	1,3	1,4
Mali	12 299,0	13 454,8	11 651,5	0,4	0,4
Niger	15 182,3	19 622,1	14 140,0	0,6	0,4
Sénégal	16 649,6	18 142,0	20 792,4	0,6	0,7
Togo	105 904,5	104 230,1	98 349,8	3,4	3,1
NON UEMOA	796 009,6	828 347,1	969 623,4	27,1	30,4
Ghana	23 243,8	27 234,3	38 676,2	0,9	1,2
Nigeria	649 033,7	693 705,2	808 501,4	22,7	25,4
Gabon	387,4	87,6	34,5	0,0	0,0
Tchad	173,9	142,7	4 702,8	0,0	0,1
Afrique du Sud	15 663,2	12 323,0	57,8	0,4	0,0
Autres	107 507,5	94 854,2	117 650,8	3,1	3,7
AMERIQUE	90 002,9	141 647,5	159 995,2	4,6	5,0
USA	49 965,9	102 647,3	124 815,9	3,4	3,9
Canada	4 747,6	5 036,6	5 345,3	0,2	0,2
Brésil	30 268,9	23 683,9	22 934,5	0,8	0,7
Colombie	16,6	95,6	26,1	0,0	0,0
Autres	5 003,8	10 184,1	6 873,4	0,3	0,2
Non classés ailleurs	994,5	880,1	962,0	0,0	0,0
TOTAL	2 555 418,5	3 060 770,7	3 185 891,7	100,0	100,0

Sources : INStaD-BCEAO (Septembre 2024)

Annexe 8 : Ventilation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2023

(en millions de FCFA)

Postes	Autres Pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Stock d'actifs financiers	3 004 725,5	128 894,6	1 180 870,1	4 314 490,2
Investissements directs	129 520,4	78 078,4	177 157,8	384 756,6
Investissements de portefeuille	2 292 831,9	30,5	545,1	2 293 407,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	698 320,2	50 785,7	618 426,1	1 367 532,0
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	184 464,4	27 121,5	9 030,3	220 616,2
Prêts	458 634,9	7 113,7	56 210,1	521 958,7
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	50 993,3	16 550,5	549 888,3	617 432,1
Autres comptes à payer/à recevoir	4 227,6	0,0	3 297,3	7 524,9
Avoirs de réserves	-115 947,0	0,0	384 741,1	268 794,1
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	131 446,1	131 446,1
Position de réserve au FMI	0,0	0,0	12 466,9	12 466,9
Autres avoirs de réserve	-115 947,0	0,0	240 828,1	124 881,1
Stocks de passifs financiers	2 067 254,4	1 468 364,9	6 025 900,3	9 561 519,6
Investissements directs	497 577,5	670 850,8	1 443 301,6	2 611 729,9
Investissements de portefeuille	1 168 048,7	171,9	1 100 054,9	2 268 275,5
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	401 628,2	797 342,2	3 482 543,8	4 681 514,3
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	128 682,1	72 302,0	106 062,0	307 046,1
Prêts	110 467,5	689 081,8	3 187 385,9	3 986 935,2
Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	54 513,5	35 230,5	45 056,6	134 800,6
Autres comptes à payer/à recevoir	107 965,1	727,8	1 845,8	110 538,7
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	142 193,5	142 193,5
Position extérieure globale nette (A) - (B)	937 471,1	-1 339 470,3	-4 845 030,3	-5 247 029,5

Source : BCEAO (Octobre 2024)

Annexe 9 : Composition de la dette extérieure brute totale du Bénin

(en millions de FCFA)

	2020	2021	2022				2023				Proportion** (%)	Poids dans la dette totale** (%)
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4		
Administrations publiques	3 382 139,8	4 290 881,1	4 529 571,2	4 698 855,6	4 886 377,3	5 138 040,9	5 022 797,2	5 506 799,6	5 609 193,5	5 772 782,4	100,0	67,1
Court terme	5 044,0	0,0	4 957,0	4 957,0	4 957,0	17 000,0	19 451,0	24 864,0	45 080,0	23 701,0	0,4	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	5 044,0	0,0	5 044,0	5 044,0	5 044,0	17 000,0	19 451,0	24 951,0	45 080,0	23 701,0	0,4	
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	-87,0	-87,0	-87,0	0,0	0,0	-87,0	0,0	0,0	0,0	
Long terme	3 377 095,8	4 290 881,1	4 524 614,2	4 693 898,6	4 881 420,3	5 121 040,9	5 003 346,2	5 481 935,6	5 564 113,5	5 749 081,4	99,6	
Droits de tirage spéciaux (allocations)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	801 094,7	1 608 172,9	1 537 458,6	1 613 969,0	1 666 548,7	2 147 594,9	1 644 704,3	1 653 190,4	1 647 823,4	2 241 043,2	38,8	
Prêts	2 576 001,1	2 682 708,2	2 987 155,6	3 079 929,6	3 214 871,7	2 973 446,0	430 443,2	3 828 745,2	3 916 290,1	3 508 038,2	60,8	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 928 198,7	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Banque centrale	332 441,9	557 257,9	589 509,4	651 206,9	594 190,7	548 966,6	478 164,4	424 734,4	381 350,3	293 986,6	100,0	3,4
Court terme	286 495,5	412 911,9	441 406,2	492 187,1	400 071,8	402 820,8	307 189,7	259 525,7	219 634,6	151 793,2	51,6	
Numéraire et dépôts	30 104,7	79 569,0	64 769,8	66 499,7	47 100,8	62 592,0	42 823,0	52 378,1	61 563,4	53 918,1	18,3	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	256 390,8	333 342,9	376 636,4	425 687,4	352 971,0	340 228,8	264 366,7	207 147,5	158 071,2	97 875,1	33,3	
Long terme	45 946,4	144 346,0	148 103,2	159 019,8	194 118,8	146 145,8	170 974,8	165 208,8	161 715,8	142 193,5	48,4	
Droits de tirage spéciaux (allocations)	45 946,4	144 346,0	145 257,0	149 108,3	153 150,8	146 145,8	144 288,8	142 781,4	144 784,9	142 193,5	48,4	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	0,0	0,0	2 846,1	9 911,5	40 968,0	0,0	26 686,0	22 427,4	16 930,9	0,0	0,9	
Institutions de dépôts, à l'exclusion de la banque centrale	305 463,0	347 520,0	359 236,0	375 208,0	406 893,0	359 150,0	335 115,0	326 987,0	338 447,0	350 525,0	100,0	4,1

	2020	2021	2022				2023				Proportion ** (%)	Poids dans la dette totale** (%)
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4		
Court terme	255 976,0	290 632,0	305 184,0	311 903,0	347 775,0	292 352,0	262 932,0	266 997,0	286 769,0	284 115,0	81,1	
Numéraire et dépôts	173 002,0	184 116,0	176 101,0	200 738,0	191 040,0	181 847,0	196 996,0	193 897,0	193 637,0	205 288,0	58,6	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	82 833,0	106 474,0	111 323,0	94 179,0	136 693,0	95 911,0	55 555,0	62 827,0	78 656,0	70 750,0	20,2	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	141,0	42,0	17 760,0	16 986,0	20 042,0	14 594,0	10 381,0	10 273,0	14 476,0	8 077,0	2,3	
Long terme	49 487,0	56 888,0	54 052,0	63 305,0	59 118,0	66 798,0	72 183,0	59 990,0	51 678,0	66 410,0	18,9	
Numéraire et dépôts	33 728,0	37 662,0	37 762,0	50 517,0	49 937,0	51 049,0	54 146,0	44 570,0	36 419,0	47 840,0	13,6	
Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Prêts	15 759,0	19 226,0	16 290,0	12 788,0	9 151,0	15 741,0	18 011,0	15 413,0	15 259,0	18 563,0	5,3	
Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Autres passifs sous forme de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	30,0	8,0	26,0	7,0	0,0	7,0	0,0	
Autres secteurs	224 699,8	351 521,5	406 554,5	401 774,5	566 777,5	410 988,5	633 049,3	603 989,5	630 414,2	528 964,4	100,0	6,1
Court terme	24 882,5	164 277,0	58 247,6	53 467,6	88 467,6	214 143,7	156 324,1	157 324,1	197 624,1	225 080,2	42,6	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	6 800,0	6 800,0	6 800,0	0,0	6 800,0	6 800,0	6 800,0	0,0	0,0	
Titres de créance	1 843,8	0,0	3 914,4	3 914,4	3 914,4	0,0	1 843,8	1 843,8	1 843,8	0,0	0,0	
Prêts	848,7	132 328,8	53 008,4	56 238,4	56 238,4	117 731,4	97 286,2	97 286,2	97 286,2	120 180,1	22,7	
Crédits commerciaux et avances	21 384,7	31 567,1	-6 207,9	-14 217,9	20 782,1	94 861,3	49 661,4	50 661,4	90 961,4	102 673,1	19,4	
Autres passifs sous forme de dette	805,4	381,0	732,7	732,7	732,7	1 551,0	732,7	732,7	732,7	2 227,0	0,4	
Long terme	199 817,3	187 244,6	348 306,8	348 306,8	478 309,9	196 844,8	476 725,2	446 665,4	432 790,1	303 884,2	57,4	
Numéraire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Titres de créance	1 970,3	0,0	1 970,3	1 970,3	1 970,3	0,0	1 970,3	1 970,3	1 970,3	0,0	0,3	
Prêts	147 849,0	165 533,0	296 254,4	296 254,4	426 257,4	162 541,3	424 672,8	394 613,0	380 737,7	269 404,0	50,9	
Crédits commerciaux et avances	48 573,2	20 727,8	48 584,6	48 584,6	48 584,6	32 269,9	48 584,6	48 584,6	48 584,6	32 127,6	6,1	
Autres passifs sous forme de dette	1 424,9	983,7	1 497,5	1 497,5	1 497,5	2 033,6	1 497,5	1 497,5	1 497,5	2 352,6	0,4	
Investissements directs : prêts interentreprises	1 078 239,0	1 214 367,6	1 246 959,1	1 295 572,7	1 330 513,7	1 405 633,9	1 404 051,8	1 455 159,0	1 502 574,7	1 656 556,2	100,0	19,3
Passifs sous forme de dette des entreprises d'investissement direct envers les investisseurs directs	1 071 262,5	1 173 530,0	1 246 709,7	1 295 313,6	1 330 247,6	1 338 059,9	1 400 180,6	1 451 287,8	1 498 703,5	1 565 263,7	94,5	

	2020	2021	2022				2023				Proportion ** (%)	Poids dans la dette totale** (%)
			Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4		
Passifs sous forme de dette des investisseurs directs envers les entreprises d'investissement direct	4 452,0	3 009,0	0,0	0,0	0,0	198,6	0,0	0,0	0,0	66 044,0	4,0	
Passifs sous forme de dette entre entreprises sœurs	2 524,5	37 828,6	249,4	259,1	266,1	67 375,4	3 871,2	3 871,2	3 871,2	25 248,5	1,5	
Encours de la dette extérieure brute	5 322 983,5	6 761 548,2	7 131 830,1	7 422 617,6	7 784 752,2	7 862 779,9	7 873 177,8	8 317 669,5	8 461 979,7	8 602 814,6		
PIB	9 008 810,0	9 809 694,0				10 854 508,1				11 934 896,2		
Dette intérieure de l'Administration publique	1 117 233,3	813 845,1				705 317,1				875 050,7		
Encours de la dette extérieure en % du PIB	59,1	68,9				72,4				72,1		
Encours de la dette publique extérieure en % du PIB	37,5	43,7				52,4				50,8		
Encours de la dette publique intérieure en % du PIB	12,4	8,3				6,5				7,3		

Source : BCEAO (Octobre 2024) ** Moyenne sur la période 2020-2023



Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int